la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

N° 429 — Nouvelle série n° 128 JUIN 1958 — PRIX : 120 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois .. .. 700 fr.
Un an .. .. 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois .. .. 800 fr.
Un an .. .. 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 429 - Juin 1958

ENTRE NOUS

Ce numéro sera naturellement dominé par les événements français, le coup de force d'Alger et d'Ajaccio, les réactions ouvrières, l'avènement de de Gaulle. Nous avons attendu jusqu'au dernier moment des articles de nos amis Ruff (de l'Education Nationale) et Maupiou (du Livre). Nous espérons les publier dans notre prochain numéro.

La rédaction de ce numéro a été le résultat pour une large part des initiatives de l'Union des Syndicalistes. Le tract de celle-ci publié en leader a déjà été distribué. Pas suffisamment à notre gré. Cependant les article de Laval et de Tharreau (des Métaux), ainsi que la chronique de Guilloré, éclaireront déjà nos lecteurs sur les débats engagés au cours d'entretiens entre militants syndicalistes.

Nous voudrions compléter cette documentation dans notre prochain numéro. Des historiens du mouvement (le regretté Edouard Dolléans par exemple) ont largement utilisé les numéros de la R.P. consacrés aux journées de 1934, 1936, à la scission confédérale de 1948. C'est là une tradition que nous voulons respecter. Notre formule, la pleine liberté d'expression de nos rédacteurs nous permet de fournir sur « l'atmosphère » en des heures historiques, des éléments vivants et humains que l'on ne trouve pas dans les relations des congrès et assemblées, dans les textes officiels. Or, le syndicalisme se comprend mal, par des pièces d'archives, son action ne peut être traduite que par ceux qui l'ont menée. Ce tournant de mai-juin 1958 provoquera des débats futurs peut-être plus significatifs que ses effets immédiats. La tâche de la R.P. est de les préparer et de les enrichir. Sans trop limiter le terrain. La manifestation parisienne du 28 mai, la grève de l'Education Nationale du 30 mai appellent l'attention de tous les militants ouvriers.

Mais si notre numéro ne répond pas à nos ambitions, c'est parce qu'il a été préparé et composé par des militants engagés dans l'action. Des responsables syndicaux qui ne se laissent pas bercer par le ronronnement bureaucratique, qui ne se résignent pas à la défaite, qui ne se soulagent pas par des espoirs « paternalistes ». Et aussi des sans galons qui n'attendent pas les ordres des états-majors pour s'engager dans la bataille. Voilà qui répond au reproche « d'inactualité » de la R.P. Celle-ci reste ce qu'elle a toujours été : une revue pour des militants faite par des militants. En ces jours de crise, nous avons revu des anciens que nous pensions définitivement éloignés, nous avons vu des jeunes qui nous cherchaient peut-être depuis longtemps. Ce rassemblement doit se prolonger, sous quelque forme que ce soit.

Mais la fièvre de ces dernières semaines ne doit pas limiter notre champ. Outre le problème algérien — qui est loin d'être résolu — les problèmes internationaux appellent toute notre attention. Nous disposons, grâce au bulletin international, d'informations plus directes. Il reste à étudier certains problèmes comme celui de la Yougoslavie. Il nous faut aussi consacrer des monographies à tous les aspects de l'évolution technique et économique, sans négliger les facteurs humains. Des études collectives menées par des groupes de travail spécialisés les prépareraient utilement.

Mais encore une fois, il ne suffit pas d'approuver, de répondre à nos appels. Il faut nous fournir les moyens financiers de réaliser nos projets.

D'abord renouveler les abonnements à la « R.P. », recruter de nouveaux abonnements.

Participer aux dépenses de l'Union des Syndicalistes dont les publications sont financièrement lourdes à supporter. La composition et la diffusion de nos tracts, la diffusion de la brochure « Est-ce que le Bâtiment va ?... » ne peuvent être assurées que par la contribution volontaire de tous.

Est-il nécessaire de le répéter ?

Pour les libertés ouvrières et pour la Paix en Algérie

Nous tenons à mettre en avant ce qui ne cesse pas d'être nos premières préoccupations et, sans doute, celles de tous les syndicalistes ouvriers. Il ne faudrait pas qu'elles se perdent dans les brouillards de la « patrie en danger » et même d'une soi-disant défense républicaine. Il ne faudrait pas surtout qu'une « union nationale » élargie détourne l'attention populaire des problèmes qui étaient posés et qui le demeurent et qu'elle soit l'instrument de nouvelles mystifications et, par surcroît, d'un étranglement des droits ouvriers.

Le coup de force d'Alger et la rébellion des généraux n'ont rien changé au fond des données principales du problème algérien qui domine toujours la situation générale dans ce secteur du monde occidental où nous devons lutter pour vivre libres.

Ces événements étaient prévisibles et presque dans l'ordre des choses puisque les gens du pouvoir se complaisaient dans l'équivoque. Ils continuent d'ailleurs quelle que soit leur étiquette. Ce ne sont pas les généraux qui les sortiront du marais où ils se sont mis, et où ils nous ont mis. Les coups de gueule, les bruits de bottes, les éclairs de sabre et les invocations au bon Dieu ont déjà beaucoup servi sans résultat. Peut-être, si ces gens-là se prenaient décidément trop au sérieux, cela pourrait-il seulement conduire à embraser toute l'Afrique du Nord ?

Quant au paternalisme des généraux et de leurs « dames », à la fraternisation orchestrée, au ralliement soudain des « ultras » à l'intégration et au collège unique, nous en reparlerons. Nous avons connu en des temps pas très lointains, et sous l'égide d'un autre « grand soldat », des ralliements et des conversions du même genre. On se convainquait alors que la lutte de classes n'existait plus ; aujourd'hui, on se persuade qu'il n'y a plus de soulèvement pour l'indépendance algérienne. Quand les fumées de l'ivresse se seront dissipées — et cela ne tardera pas — il faudra bien reconnaître que rien n'est résolu et, probablement, que tout est aggravé. Pour reprendre l'expression de celui-là même dont ils se réclament et qu'ils acclament, ces généraux s'agitent **« dans un univers qui n'est pas le nôtre ».**

Voyons donc la position des uns et des autres. M. Pflimlin promu à la dignité de sauveur des institutions républicaines, dont les premières mesures consistent cependant à les changer dans le sens d'un **« renforcement de l'exécutif »**, c'est-à-dire d'un régime à poigne réclamé par toutes les grenouilles petites-bourgeoises, M. Pflimlin, entouré des plus brillants responsables de la situation actuelle, veut **« l'armistice après la victoire »** — comme en 1918, a-t-il précisé — et il est bien forcé de donner carte blanche aux généraux de coup d'Etat.

M. de Gaulle, sauveur suprême et suprême pensée, se contente sur l'Algérie de considérations vagues. Cela suffit pourtant pour que d'aucuns lui prêtent leurs bonnes intentions et leur désir légitime d'une solution pacifique. Mais comment, même avec toutes ses vertus, donnerait-il à la fois satisfaction à M. Massu et à M. Mauriac ? Parce que Mollet a fait la guerre après avoir promis la paix, faut-il donc croire que de Gaulle fera la paix parce qu'il n'a rien dit ? Il faut lui faire confiance, nous dit-on. Mais nous sommes ici pour ne faire confiance à personne sur sa bonne mine. **Tout nous porte à croire, au contraire, que l'univers du général de Gaulle n'est pas non plus le nôtre.**

NOTRE UNIVERS S'APPELLE LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE. Si ce n'était qu'un mythe, il aurait quand même autrement de grandeur que celui de l'union nationale, de la patrie éternelle et de l'homme providentiel. **Mais c'est une grande réalité. Quand les ouvriers se mettent à parler et à agir, en quelque coin du monde que ce soit, y compris dans cette partie du monde que l'on prétend être à eux, mais où ils ont tout à conquérir ou à reconquérir, ils ont la même voix, les mêmes revendications et les mêmes armes.**

L'arme spécifique des travailleurs, quel que soit le régime politique auquel ils sont soumis, c'est l'arrêt volontaire du travail, c'est la grève.

Nous nous félicitons que les organisations syndicales aient parlé de **grève générale contre la dictature et le pouvoir personnel.** Nous regrettons qu'elles n'aient jamais envisagé ce moyen pour se dresser contre la guerre d'Algérie et pour marquer leur solidarité à tous les peuples opprimés.

Les jeux de la quatrième République ne nous plaisent en rien. Mais nous savons que le pouvoir d'un homme seul, surtout s'il est inspiré et se croit marqué par l'histoire, ou la dictature militaire, ou aussi celle d'un parti même si elle s'appelle dictature d'une classe, nous savons que tout cela ne vaut rien pour personne, mais d'abord pour la classe ouvrière qui verrait remettre en question à tout moment les droits et les libertés qu'elle a conquis, souvent au prix de son sang.

Au mot d'ordre de grève générale mis en avant contre les menaces de pouvoir personnel, nous répondons donc : présents ! Mais nous ne cessons pas de nous défier des faux alliés, étranges défenseurs de la République qui, au service prétendu de l'histoire, mais au service réel d'un Etat tout-puissant, n'auraient rien de plus pressé que d'étouffer les libertés syndicales, en premier lieu le droit de grève.

Ce serait un jeu de dupes si, sous le prétexte de ne pas ouvrir la voie à la dictature, la classe ouvrière se laissait convaincre de mettre une sourdine à ses revendications les plus urgentes sur les salaires, le logement, le relèvement de son niveau de vie, si elle se laissait ravir ses libertés une à une pour ne pas, paraît-il, les perdre toutes. C'est alors, si elle désarmait, que la dictature anti-ouvrière ne serait pas loin et que les manœuvres déjà amorcées autour du mythe de l'union nationale ne connaîtraient plus de frein.

Il faut d'abord mettre fin à la guerre d'Algérie. Pour cela, l'opposition autonome de la classe ouvrière doit se manifester plus fort que jamais.

La solidarité réelle des travailleurs, quelles que soient leur nationalité et leur race, **c'est d'abord dans la lutte commune pour les revendications économiques qu'elle s'exprime et se fortifie.** Mais l'unité de classe formée dans la lutte nécessaire contre toute dictature pourrait et devrait être aussi la première étape — si elle est vraiment unitaire et démocratique — de la renaissance d'un syndicalisme authentique, condition de l'édification d'une société de travailleurs libres.

Nous avons tenu à préciser ainsi notre position par rapport aux problèmes graves d'aujourd'hui. Il le fallait déjà pour que notre union des syndicalistes garde sa signification. Nous demandons à nos camarades et à ceux qui suivent et soutiennent nos efforts de défendre cette position dans les organisations dont ils sont membres, dans les groupes ouvriers où ils militent, parmi ceux sur lesquels s'exercent habituellement leur propagande et leur action.

Tant mieux si, comme nous le croyons, nous ne sommes pas seuls et si ces pensées qui nous unissent à quelques-uns résonnent aussi dans le cœur de nombreux compagnons.

L'UNION DES SYNDICALISTES

(Texte du tract diffusé à Paris et en province le 24 mai 1958.)

La crise politique favorisera-t-elle le rapprochement des syndicats libres ?

Les suites du coup d'Alger, toutes ses conséquences dans la métropole ne peuvent encore être mesurées. Ce dimanche 1er juin, au moment où de Gaulle reçoit l'investiture de l'Assemblée Nationale, bien des inconnues subsistent.

Cependant, d'ores et déjà, quelques comportements du monde du travail pendant ces deux semaines de guerre des nerfs sont significatifs et pleins d'enseignements pour l'orientation de l'action syndicale de demain, quelles que soient les conditions dans lesquelles elle s'exercera : pleine liberté, semi-clandestinité ou même clandestinité.

Les travailleurs face à la crise politique

Ce que la presse française, dans sa faible fraction restée attachée à ce qu'il y a de noble dans nos institutions démocratiques, n'a pas osé écrire aux heures les plus dangereuses pour le régime, les journalistes travaillistes anglais l'ont fait à sa place avec une objectivité et une sévérité incontestables.

En effet : quelles furent les réactions dans les usines aux lendemains du coup d'Alger ?

Bien que l'opinion ouvrière soit lassée par le problème algérien, opposée à la poursuite d'une guerre sans issue, irritée par les ultras et la défense des privilèges, bien que l'opinion ouvrière, dans son immense majorité, ne sous-estima pas, un seul instant, la marque factieuse des comités de salut public et le danger qu'ils représentaient, les réactions immédiates et violentes des travailleurs s'adressèrent aux parlementaires et aux partis.

Il semble même que les prises de positions immédiates des centrales F.O. et C.F.T.C. étonnèrent bon nombre d'ouvriers et beaucoup de leurs adhérents qui ne purent saisir qu'au moment où se manifestait une véritable conjonction des forces pour abattre le régime, dans ses principes, le rôle des organisations syndicales était de soutenir de toutes leurs forces le gouvernement issu du jeu régulier des institutions et de la souveraineté populaire.

On dira : manque d'éducation politique des travailleurs ; d'autres rejetteront la responsabilité sur les troubles de conscience et les incertitudes que fait peser l'influence du parti communiste.

En réalité, il faut expliquer ce comportement par l'irritation provoquée par une nouvelle et longue vacance du pouvoir, par le dégoût des mœurs des parlementaires et des agissements des partis politiques, avec le règne des savantes combines, des jalousies et la domination des intérêts particuliers, tout cela aboutissant à une incapacité complète à résoudre un certain nombre de problèmes cruciaux à propos desquels les promesses électorales avaient été particulièrement précises, par exemple : l'Algérie, les prix, le logement, la fiscalité...

La sensibilité était d'autant plus vive que les événements coïncidaient avec l'absence des pommes de terre sur les marchés, la période de pointe de la hausse du coût de la vie, les revendications des secteurs public et nationalisé, les réductions d'horaires dans plusieurs branches de l'industrie privée, la menace de crise dans l'aéronautique, etc.

De plus, au moment où fut avancée la solution de Gaulle, il était significatif d'enregistrer le courant qui existait même parmi de nombreux syndiqués C.G.T. : mieux vaut de Gaulle aujourd'hui que le Front Populaire demain dirigé par les communistes.

En résumé, il n'est pas douteux qu'en même temps ces trois sentiments dominèrent dans les usines :

— crainte des factieux et d'un coup à la Franco,

— crainte des communistes et du coup de Prague,

— perte de confiance envers les hommes qui représentaient le régime.

Les mots d'ordre et les prises de position des organisations syndicales libres furent en quelques lieux très discutés par leurs adhérents qui confondaient la défense du régime avec la défense des parlementaires.

Ces réactions du monde du travail sont la plus éclatante démonstration de la crise du régime dont les politiques devront, sans tarder, tirer certaines conclusions.

Les syndicalistes leur laissent ce soin car, eux aussi, parallèlement, doivent réfléchir à partir de ces journées de mai.

Du côté du syndicalisme ouvrier

Sans doute parce que la majorité des militants responsables du syndicalisme libre, et plus particulièrement de la C.G.T.-F.O., restent farouchement attachés aux règles de la Charte d'Amiens, le mouvement syndical libre ne sortira pas diminué de cette épreuve.

Au contraire, il semble devoir renforcer sa cohésion et sa fidélité à l'indépendance vis-à-vis des formations politiques, qui était remise en cause et considérée comme dépassée par quelques-uns.

Si la IVe République a manqué son départ et, par là, gâché son existence faute de la constitution de ce grand parti travailliste, dont Léon Blum traçait les perspectives exaltantes à travers son écrit « A l'Echelle humaine », il ne faut pas que les syndicalistes gaspillent plus longtemps les chances qui s'offrent encore et existent réellement, pour rebâtir un puissant mouvement syndical en réalisant le regroupement des syndicalistes libres.

C'est déjà un vieux problème et presque de l'histoire ancienne !

On en parlait moins ces deux ou trois dernières années parce que bien des militants de cette cause, après échecs, incompréhensions et déceptions, semblaient s'être résignés à travailler au mieux dans leur maison, sans viser plus loin, sans s'occuper des autres.

Aujourd'hui, l'objectif est forcément relancé et on ne peut moins faire que de tirer la leçon de l'échec de la « 3e force » politique. Au moment où des hommes, authentiquement républicains, démocrates et sociaux, qu'ils soient socialistes, U.D.S.R., radicaux-socialistes ou M.R.P., se sont ressaisis et ont brusquement constaté que devant certains grands principes en danger ils parlaient sensiblement le même langage, alors que souvent des querelles mineures ou des motifs de basse classe les avaient séparés et sur-

tout paralysés, sans aucun doute, à ce moment là, beaucoup d'entre eux ont repensé au grand parti social-démocrate qui aurait dû voir le jour quelque treize années plus tôt.

Au moment où ils essayèrent de se ressaisir autour de Mollet et de Pflimlin, c'était trop tard ! (trop tard, tout au moins pour faire face aux événements et problèmes de l'heure).

On ne peut moins faire, je le répète, que d'établir un certain parallèle avec la situation syndicale.

Depuis plus de dix ans, la C.G.T. communiste ne tire sa force, toute relative d'ailleurs, que de la faiblesse de l'organisation syndicale libre et démocratique, faiblesse qui résulte du pluralisme.

La démonstration en a été faite à plusieurs reprises et dans des circonstances extrêmement diverses : un mot d'ordre lancé par la C.G.T. seule, dans la métallurgie parisienne, n'est suivi que par 5 à 10 % des 600.000 métallos de la Seine et de Seine-et-Oise.

Cependant, aux élections professionnelles les listes de la C.G.T. continuent à rassembler une moyenne de presque 75 % des suffrages exprimés.

Beaucoup plus que les « politiques », dans la semaine du 25 au 31 mai, les syndicalistes libres ont flairé les risques de la solution du désespoir, avec une relance du Front Populaire. Peut-être, est-ce même la fermeté des positions des confédérations F.O. et C.F.T.C. qui, en définitive, a permis momentanément de ménager encore une chance de rester « entre la réaction et l'aventure » selon l'expression chère à Bothereau et de dire, en même temps, non à un coup à la Franco et non à un nouveau coup de Prague.

Que les syndicalistes libres, fussent-ils F.O., C.F.T.C., Autonomes, se retrouvent dans les grandes occasions pour défendre certains grands principes auxquels les uns et les autres sont foncièrement attachés, c'est bien. Mais ce regroupement syndical qui se réalise seulement épisodiquement « *pour éviter le pire* » ou « *pour se défendre* » doit se réaliser « *pour construire* » et « *pour agir* » si nous voulons que le monde du travail retrouve un mouvement puissant qui, dans les circonstances présentes, aurait tôt fait de réduire la C.G.T. aux dimensions des cellules du parti.

Le regroupement syndical ? Il y a longtemps que cette revue, qui n'a cessé de militer pour le rassemblement des forces syndicales libres et démocratiques, en a fixé quelques conditions et quelques règles.

L'actualité, les événements de ces dernières semaines, remettent la question à l'ordre du jour.

Il faut agir sans tarder pour ne pas rester, une fois de plus, avec le regret d'une bonne occasion perdue.

Antoine LAVAL.

Que penser des événements d'Algérie ?

Louzon avait demandé à un de nos bons camarades, qui connait bien l'Afrique du Nord, un article sur la signification des événements d'Algérie. Celui-ci y répond par une lettre où, après avoir reculé devant la difficulté de la tâche, il porte un certain nombre de jugements qui intéressent certainement nombre de nos lecteurs.

Foutre !

Rien que ça ! La « signification » !

Enfin si Louzon me demande ça, ça prouve au moins une chose : c'est qu'il n'y comprend pas plus que moi.

Et c'est normal. Quand tous les gens marchent sur la tête, il est normal que les rares personnes qui estimant encore qu'il faut aller sur les pieds ne comprennent que mal le gigotage des autres.

« Evénements d'Algérie » : *Je crois que c'est mal dit. Dès avant qu'ils se produisent on voyait bien que ça dépassait la question des rapports Paris-Alger et Français-Arabes et que c'est* la France *qui était malade. Elle l'était, d'ailleurs, dans un monde où il serait important de multiplier par un fort coefficient la capacité des hôpitaux psychiatriques. A l'origine du mal — du moins pas loin de la racine — il y a le fait que depuis quelque chose comme un demi-siècle les gens « de gauche » font, sauf en de rares parties du monde, le jeu de l'organisation la plus « à droite » que l'on puisse imaginer.*

Sur la tête, *je vous dis !*

Donc la France (on n'ose plus dire la république — elle est si inconsistante !) va se donner à un dictateur. N'était la personnalité du type, ce ne serait pas forcément une catastrophe. Pétain : il a fait ce qu'aucun civil n'aurait pu faire : signer la capitulation militaire qui s'imposait. Napoléon III ? Nos maîtres à l'école ont été injustes en rattachant au coup de 51 *ce qui est arrivé en* 70, *et qui relevait non pas des conneries des Tuileries, mais d'une modification grave du rapport des forces entre deux Etats voisins.*

Mais de Gaulle ! Allons ! Il a déjà été essayé. Il s'est montré très mauvais chef de gouvernement. Et on pouvait le savoir d'avance... Quand il était à Saint-Cyr, ce n'est pas d'hier. La France se livrait à une campagne militaire en Indochine, dans la haute vallée du Mékong. Les camarades de Saint-Cyr ils ont alors surnommé le grand Charles : « le haut Mékong ». *Rien à dire contre ce jugement, si bien vérifié a posteriori.* Vox populi, vox déi.

Venons à l'Algérie... En France il y avait la crise ministérielle. (Voyez comme c'est curieux : on ne peut pas parler d'Alger sans passer par ailleurs. Cette terre a été romaine, byzantine, arabe, turque... Les gens qui croient que l'insurrection actuelle est « algérienne » ils pourraient peut-être se dire que, peut-être, ils ne possèdent qu'une vérité partielle...) Donc crise de personnel en France, crise évidemment dominée par le fait que personne ne voulait faire face à l'échéance, laquelle est l'abandon.

Cependant un gouvernement en gestation a paru vouloir estimer que c'était ainsi que les choses se présentaient... Les Français d'Algérie, ça ne leur a pas fait plaisir. Vous pensez ! Avant qu'on fasse rien ils ont gueulé. Mais ils n'auraient pas gueulé si ça n'avait pas été mijoté d'avance avec les gaullistes, c'est-à-dire avec les tenants du seul type qui pourra peut-être faire l'abandon.

Sur la tête tous ! Inutile d'insister...

×

Autre question : les manifestations musulmanes dont on nous parle.

Comment les comprendre ?

Une première solution est de les nier. Il y a la censure. On nous trompe.

Cette solution tourne probablement le dos au réel. Elles ont dû exister, au moins partiellement, les manifestations musulmanes qu'on nous dit.

Comment se les expliquer, alors ?

Avant tout, je crois, par la lassitude.

C'est épouvantable de vivre des années sous la terreur. Un moment vient où on n'a plus qu'une idée : que ça finisse !

On a fait croire aux Arabes d'Alger que cette fois, par les militaires, ça allait finir... Et ils ont un certain respect du « big stick ».

×

La perspective ?

1) *Allons tous à Ville-Evrard.*

2) *Ceci n'étant pas une solution définitive, prenons leçon d'un passé récent. L'indépendance de l'Indochine, au moins du Sud, est passée par Bao Daï.*

L'indépendance de l'Algérie par où passera-t-elle ?

Moi je ne la vois pas, je ne la sens pas, cette indépendance.

Mais il peut y avoir un détachement *d'avec la France.*

Par où passera-t-il ?

Il passera par Bellounis, et par le Comité de Salut Public, et par « le grand Mékong ».

×

Conduite à tenir pour la R.P. *?*

J'opine pour un numéro de faire-part comme en 39, *puis... expectative.*

*Si au bout de quelque temps le régime (IV*e *Empire) se révèle « Empire libéral », on pourra reprendre. Dans l'intervalle, envisager des écrits courts par voie semi-clandestine ou clandestine.*

×

« Messieurs les ouvriers vous avez fait l'Empire. A vous de le défaire ! »

*On ne pourra pas dire ça vers la fin du IV*e *Empire.*

Il monte donc en selle moins solide que le précédent. Et moins solide que les fascismes italien, allemand, russe, voire espagnol.

Sa vie sera brève. Très vite il dégoûtera les Français. Et, après lui... il y aura lieu de le regretter. Car partout où le fascisme est passé le communisme a énormément progressé. On aura donc les communistes au pouvoir (1). *Puis « tout le pouvoir » au parti.*

×

*La IV*e *République est morte faute de républicains.*

*Ainsi avait fait la III*e.

×

Ils ont tous trahi.

Hier avait lieu, à Limoges, une manifestation de « Défense Républicaine ».

Très bien ! Normalement elle aurait dû être présidée par le socialiste qui est en même temps président du Conseil général et député du département. Il était... retenu à Paris. Ses sous-fifres, vice-président du Conseil général et maires avaient assez bonne mine.

(1) C'est une idée assez répandue que le stalinisme doit tout naturellement succéder au fascisme, son frère cadet. Idée pessimiste que la réalité dément. Voyons l'Allemagne, voyons l'Italie. Voyons aussi l'Argentine, le Portugal, l'Espagne. Il n'y a aucun automatisme dans la succession des dictatures. Et les antifascistes ont toujours un rôle à jouer. — F. CH.

Soyons tranquilles : ce que le patron a compris hier, ils le comprendront dès ce matin.

×

Coty, il a non seulement trahi, il a menti. *Il a dit que de Gaulle était « illustre ».*

Que je plains les gens qui, plus tard, voudront écrrie l'histoire !

×

La conjoncture est parfaitement claire. On n'en finirait pas des analogies avec les coups précédents.

A la veille de l'élection du « Prince-Président » le peuple chantait :

« Napoléon, sois bon républicain ! »

C'était hier, Vincent Auriol qui poussait le couplet. (En une belle lettre, d'ailleurs).

« Je suis prêt à assumer les pouvoirs de la République ».

« République Française, Napoléon empereur ». (On lit ça sur certaines pièces de monnaie — vers 1803 *?... Suis pas numismate).*

Il veut le vote d'investiture sans débat.

On a déjà connu : « l'Assemblée des muets ».

« Je fais don de ma personne à la France ».

Il n'a pas dit exactement ça, lui. Mais toute son attitude revient à ça, en plus dur.

Attention, devrait-on lui dire (s'il pouvait entendre quoi que ce soit) : elle l'a prise, la France, la personne donnée. Et on sait où elle l'a mise.

On va donc revoir la « chienlit » *(Léon Daudet* dixit) *que fut l'Empire III*e.

...Et il n'y aura même pas Victor Hugo à Guernesey !

×

Tu vois comme c'était sot de m'interroger sur la signification des événements d'Algérie.

×

Tache de ne pas retourner à Bossuet.

EL DJEZAIRE.

LE PLUS ET LE MOINS

Il demeure, de ces trois semaines d'événements nombreux, une constatation importante : l'ensemble de la population et particulièrement la classe ouvrière n'a plus confiance dans le système de démocratie parlementaire tel qu'il a fonctionné durant ces dernières années. Quelle que soit l'argumentation qui pourrait plaider en faveur de la représentation populaire à l'Assemblée nationale, la majorité des salariés ne se sent pas représentée et ne reconnaît pas « ses » députés. Cela ne signifie pas qu'elle ne continuera pas à voter ; cela signifie que les fortes proportions d'abstentionnistes correspondaient à un dégoût, une lassitude, une désaffection profonde.

Semblable réaction, pareil sentiment conduisent à deux comportements. Le premier s'est manifesté publiquement : « N'importe quelle solution sera au moins aussi bonne que celles que nous offraient les députés. » Dans ce cas, la passivité et la démission s'équilibrent par la croyance en l'homme providentiel, en des mesures tombant du ciel, aux vertus d'un ordre imposé. Les défauts et les manquements d'une démocratie formelle, d'une démocratie d'estrades et d'empoignades oratoires, provoquent le rejet de toute démocratie. L'impossibilité pour chacun d'intervenir sur son destin et la marche de la société, en raison de l'inutilité ou de l'incapacité des institutions parlementaires, débouche sur l'apathie et la croyance au Père Noël.

Mais il est un autre comportement possible qui demande plus de démocratie, plus d'intervention directe, plus de responsabilité individuelle et collective. C'est la volonté de dépasser la fiction parlementaire pour atteindre les structures sociales elles-mêmes. Ce n'est pas l'abandon des libertés essentielles — celle de s'informer, celle de s'exprimer publiquement, celle de s'associer, celle de travailler ou de cesser de travailler — au bénéfice d'un pouvoir qui pensera, décidera et organisera au lieu et place de chaque citoyen, mais bien l'extension des libertés et l'utilisation de ces libertés pour exiger et organiser la participation de chacun aux domaines essentiels : la production, la distribution, les services publics.

L'échec flagrant de la démocratie parlementaire à résoudre les problèmes essentiels que les populations vivant en France ont à connaître (émancipation des peuples d'outre-mer, propriété et gestion des moyens de production, organisation de la circulation et de la répartition des marchandises, financement des charges publiques) place chaque citoyen devant l'alternative : ou s'en remettre à un sauveur suprême ou régler les questions en personne, par l'effort individuel et par l'action collective.

La dénonciation des tares du parlementarisme et des parlementaires peut couvrir des tendances au césarisme ou annoncer la volonté d'une démocratie authentique. Le choix n'est plus alors entre des idéologies de signes contraires mais d'essence identique, il est entre une sujétion plus grande et une citoyenneté plus complète.

Pour le mouvement syndical dont la **possible** puissance s'est révélée au cours de la crise à mesure que les partis politique s'effaçaient devant les « minorités agissantes » de l'armée, ce choix n'est pas encore conscient. Les fédérations et confédérations se refusent à revendiquer la succession d'un régime qu'elles savent cependant condamné. Si ce refus est normal pour la C.G.T. liée aux opérations stratégiques et tactiques du parti communiste, c'est-à-dire jouant son jeu d'usine et de rue en fonction du Parlement, ou préparant ses cadres pour soutenir une éventuelle participation du P.C. à un gouvernement de « défense républicaine » et... de renversement des alliances, il est moins normal pour les organisations qui se disent libres et que leurs adhérents veulent libres. En fait, si la C.F.T.C., Force Ouvrière et la F.E.N. ont conservé de l'esprit de la Charte d'Amiens le refus de se lier avec un parti politique, la volonté, l'initiative, les perspectives sociales que cette même charte implique leur font le plus souvent défaut.

C'est dans le cadre parlementaire et dans le respect de ce cadre que les programmes syndicaux ont été le plus souvent défendus. La traditionnelle délégation des dirigeants confédéraux auprès du nouveau président du Conseil, avec exposé des principales revendications, illustrait trop souvent la différenciation entre syndicats et parlementaires et un certain espoir que les demandes ouvrières seraient prises en considération par le Parlement. Nous avons ainsi d'excellents projets de réforme pour la répartition des charges fiscales, pour l'accélération de la construction, l'assainissement et l'extension de la sécurité sociale, le raccourcissement des circuits de distribution ; mais l'information d'un large public, la propagande obstinée pour faire admettre les réformes par toutes les couches de la population intéressées, la pression constante pour les faire aboutir, l'intervention directe sur les événements sont quasi inexistantes. L'autonomie réelle du mouvement ouvrier, c'est-à-dire sa personnalité se différenciant et du fonctionnement de la démocratie parlementaire et d'un régime de force, ne se manifeste qu'en de rares occasions en quelques régions ou industries.

Il est normal dès lors que le syndiqué ne se sente pas pleinement satisfait du syndicalisme et qu'il aille chercher auprès des partis ou des sauveurs suprêmes des perspectives plus exaltantes que l'éternelle revendication pour de meilleurs salaires et les protestations sempiternelles contre l'augmentation du coût de la vie sans modification profonde du mécanisme social.

Reste à savoir aujourd'hui si le souci de conserver les organisations syndicales libres, patiemment et difficilement reconstruites par des militants d'origine et de formation très diverses, si la crainte de perdre des adhérents plus passionnés par les appels sentimentaux que par l'analyse des problèmes, conduiront les directions syndicales à l'attentisme alors que les événements exigent l'audace et l'intervention.

La réponse dépend en grande partie des militants syndicalistes eux-mêmes, absorbés par les tâches quotidiennes, par les soucis de l'organisation, par l'administration des syndicats mais qui ne peuvent se contenter d'être de simples administrateurs sous peine de voir se paralyser leurs efforts et leurs organisations et s'échapper leurs adhérents au moment où ils pourraient constituer le véritable moteur de l'évolution sociale.

C'est pourquoi la recherche de solutions ouvrières aux problèmes majeurs et la volonté d'imposer ces solutions nous semblent indispensables aujourd'hui si nous voulons échapper à la décomposition du système et au danger du règne des castes, des cliques ou du pouvoir personnel.

Le reclassement ne peut se faire entre partisans d'une future majorité de gauche ou tenants d'une nouvelle Constitution. Il peut, suivant des critères sociaux, se faire entre défenseurs de privilèges commerciaux et victimes de ces privilèges (le poujadisme n'est pas un phénomène politique mais un abcès économique) ; le déficit de la Sécurité sociale peut être résorbé sur le dos des cotisants ou aux dépens des profiteurs du commerce et de l'industrie pharmaceutiques.

Chaque problème réel qui se pose et sur lequel la classe ouvrière organisée peut peser doit permettre le rassemblement des forces syndicales authentiques, et elles existent aussi bien dans les syndicats de la C.F.T.C. que dans l'enseignement autonome et à Force Ouvrière. Ce n'est que par rapport à ces problèmes réels que des actions peuvent être étudiées, décidées et déclenchées en commun, rendant à la classe laborieuse confiance et avenir.

Ces problèmes sont nombreux. La plupart débordent du plan national et c'est une des grandes batailles qui devraient s'engager que de détacher la classe ouvrière française des glus nationalistes, sécrétées autant par les propagandes staliniennes que par les agitations de droite.

Louis MERCIER.

Réflexions sur les événements de Mai 1958

Les événements d'Alger et de Corse n'ont pas manqué de provoquer de vives réactions dans les milieux syndicaux.

Devant la pression faite par les ultra-colonialistes et réactionnaires pour imposer au pays un gouvernement favorable à leur politique et à leurs exigences, devant les dangers d'instauration de dictature, les organisations syndicales ont pris position pour la défense des libertés et des institutions républicaines, cependant qu'une confusion

se manifestait chez de nombreux camarades pour lesquels défense des libertés était synonyme de : défense du système parlementaire.

Les réflexions suivantes entendues un peu partout, symbolisent cet état d'esprit :

« Nous ne marchons pas pour défendre les 600 c... ».

« Les syndicats n'ont pas à faire de politique ».

« Nous ne comprenons pas qu'après avoir con- « damné à maintes reprises la carence des parle- « mentaires les syndicats prennent la défense des « 600 mannequins ».

« On peut pendre les députés, ils n'auront que « le châtiment qu'ils méritent. Il y a assez long- « temps qu'ils se f... de notre g... », etc.

Ces réflexions expliquent à quel point le système parlementaire actuel est discrédité, combien les députés se sont déconsidérés aux yeux du peuple, le peu d'intérêt qu'ils suscitent dans les milieux populaires. Cela résulte du fait que, quels que soient les partis ou les hommes qui se sont succédé au pouvoir, aucune politique sociale n'a été pratiquée ni même amorcée. Au contraire, tous les sacrifices ont été demandés et, en définitive, imposés, à la classe ouvrière.

Les promesses électorales n'ont jamais trouvé leur expression dans les faits parce que les députés ont eu avant tout le souci de leur réélection et, par conséquent, se sont toujours refusés à prendre la moindre mesure qui soit susceptible de porter atteinte aux intérêts des commerçants, des professions libérales, de la paysannerie, etc., clientèle qui sait déplacer ses bulletins de vote, c'est pourquoi ils ont surtout pensé à la ménager.

Pour les parlementaires, il était plus facile de bloquer les salaires et de prôner l'austérité à sens unique, de réduire le pouvoir d'achat des masses par un lâchage des prix qui montaient dans le même moment d'une façon vertigineuse.

Cela n'empêchait pas pour autant nos « chers » élus de s'octroyer une petite « rallonge » de près de 100.000 fr. par mois — au nom d'une égalité très particulière.

Plus récemment, les députés ont administré la preuve qu'une campagne électorale avait pour eux beaucoup plus d'importance qu'une crise ministérielle, qu'ils laissaient se traîner deux semaines sans chercher à la résoudre en raison des élections cantonales.

L'incapacité, la carence, l'égoïsme de ces représentants du peuple, a rappelé à beaucoup de personnes la triste période du Directoire. Ils ont complètement vicié le système parlementaire, ils l'ont corrompu à tel point que pas une voix (à l'exception des leurs) ne s'élèvera véritablement pour le défendre.

Aussi, le souci qui a animé les syndicalistes au cours de ces journées de mai 1958, n'a pas été guidé par un désir quelconque de défendre une chose tombée dans la déchéance et la décrépitude, mais, plutôt, par celui de ne pas voir sombrer dans le chaos, des institutions acquises au prix du sang de nos ancêtres et grâce auxquelles existent les moyens d'assurer la défense des intérêts de la classe ouvrière : droits syndical, d'organisation, de réunions, de manifestations, de grève, etc., sans lesquels les garanties et avantages de tous ordres ne se seraient jamais inscrits dans les conventions et accords contractuels.

La conservation de ces droits nous est indispensable si nous voulons développer et faire aboutir notre programme revendicatif.

Il importe que les organisations syndicales puissent continuer de se manifester afin d'imposer les réformes de structure indispensables.

Aucun gouvernement, aucun pouvoir ne peut agir en dehors, et, par conséquent, contre les intérêts des travailleurs, sous peine de disparaître ou de ne se maintenir que par une dictature qui, de toute façon, ne peut être éternelle.

A travers les événements de mai et peut-être à cause d'eux, de nouvelles possibilités s'offriront au mouvement syndical libre s'il sait se reconnaître et se retrouver sans distinction d'opinion et dans le respect de celles de chacun :

— Réformes de structure dans le secteur de la distribution, dans la fiscalité, dans l'enseignement technique, dans l'agriculture ;

— Elargissement des pouvoirs des Comités d'Entreprise vers un véritable contrôle économique par les représentants des Organisations syndicales membres de ces Comités d'Etablissement et une coordination entre eux ;

— Institution d'un système coopératif de distribution et de construction.

— Il faudra rechercher les moyens les plus efficaces d'assurance du plein emploi par une réduction de la durée du travail et de celle de l'activité en permettant à chaque individu de rester un consommateur au niveau le plus élevé pendant toutes les périodes de son existence.

Scolarité — Apprentissage — Perfectionnement — Activité — Retraite.

Cela suppose une refonte des allocations familiales dans le cadre d'une aide à la famille alors qu'actuellement elles consistent bien plus en un encouragement à la natalité sans garanties sérieuses pour les générations à venir.

La retraite complémentaire doit permettre aux vieux travailleurs ayant atteint la limite d'âge de quitter l'entreprise, le magasin ou le bureau. Il serait désirable qu'en définitive, la retraite soit suffisante pour permettre des conditions de vie normale afin qu'elle ne soit servie qu'à ceux qui auront cessé toute activité à partir d'un âge déterminé et dont l'avancement devra être fonction du développement de la technique, de la productivité, de l'automation.

Il faudra insister sur l'établissement du salaire minimum mensuel garanti et sur le fonds de régularisation de l'emploi.

Il ne s'agit que de grandes lignes revendicatives présentées pêle-mêle et qui méritent une étude dans le détail.

Les organisations syndicales devront profiter demain, dans le cadre d'une réorganisation générale de toute la structure économique et sociale, des moyens qui seront mis à leur disposition.

Sauront-elles se manifester sur le plan constructif en se dégageant des discussions stériles et en dehors de toute démagogie ?

C'est l'avenir qui nous l'apprendra et c'est aussi dans la mesure où nous saurons intéresser les travailleurs à notre mouvement, à nos perspectives d'avenir, et dans celle où ces derniers comprendront la nécessité de venir prendre leurs responsabilités dans nos organisations syndicales que les conditions indispensables aux réalisations précitées seront réunies.

Quant aux députés, ils feront bien de penser sérieusement à l'avertissement qui leur a été donné. Ils ont beaucoup à faire pour regagner, ne serait-ce qu'en partie, les faveurs du peuple — du véritable peuple — car il ne reste plus beaucoup de chemin à faire pour qu'un coup d'Etat, d'où qu'il vienne, laisse le monde du travail aussi indifférent qu'il le fut le 18 brumaire et le 2 décembre, ce qui enlèverait tout espoir dans l'avenir.

Ils peuvent peut-être encore, à condition d'en finir avec la routine parlementaire actuelle, remplir un rôle dans la société, ou bien il ne leur reste plus qu'à disparaître dans la honte de penser et dans l'horreur d'être des hommes.

G. THARREAU.

(30 mai 1958).

En Souvenir de Marceau PIVERT

Dans un roman de Claude Farrère dont quelques pages sortent de la médiocrité commerciale, un officier de marine — lassé de tout, même des vices exceptionnels — écoute avec une résignation ennuyée, son chef vanter ses possibilités héroïques à une vieille dame et sa toute jeune fille. Et voilà qu'un regard de celle-ci va bouleverser la vie du nihiliste galonné. C'est qu'elle croyait, elle, à ce que l'amiral disait.

Que ce rapprochement involontaire avec Marceau Pivert ne déforme pas ma pensée. Je n'ai jamais jugé enfantines — comme certains de ses compagnons — les thèses de l'ami disparu. Cet esprit scientifique basait ses déductions logiques sur des faits incontestables. Peut-être cherchait-il trop souvent plus la confirmation que la vérification de ses convictions. Choix volontaire et non aveuglement inconscient. Ce n'est pas exceptionnel. Ce qui l'est davantage, c'est la fidélité aux idées dont nous débattions déjà ensemble, il y a quelque trente ans. Ce qui l'est encore plus, c'est que sous sa chevelure grise depuis longtemps, ses yeux brillaient du même éclat fervent que ceux de la vierge naïve esquissée par Claude Farrère. Il y croyait, lui, à ce qu'il avait conçu et proclamé.

Pendant trente ans, nous nous sommes fréquemment heurtés. La rigueur géométrique de son socialisme s'accordait mal avec l'empirisme syndicaliste.

C'est cependant à la Bourse du Travail, à l'une de nos assemblées que je l'ai rencontré il y a trente ans. Ce normalien d'Auteuil. originaire de la Nièvre — le pays de Claude Tillier et de Romain Rolland — avait poussé de brillantes études jusqu'à l'Ecole normale primaire supérieure de Saint-Cloud. encore soumise à l'influence salutaire de Félix Pécaut. Professeur, il avait subi avec succès les épreuves de l'Inspection Primaire. Fut-il jugé inapte aux fonctions de « chef » ou préférat-il le service actif ? Il se contenta d'un cours complémentaire dans le quinzième qu'il ne quitta que pour l'Ecole Jean-Baptiste Say.

En 1927, il ne gardait rien d'un corporatisme juvénile, et c'est l'unité ouvrière qu'il servait comme il devait la servir jusqu'à sa mort. Grâce à lui, je fis voter par l'assemblée la motion d'unité syndicale des Cheminots de l'Etat. Quatre ans plus tard, il adhérait au comité de propagande pour l'Unité syndicale. Mais déjà sa voie était tracée. Sans doute n'a-t-il jamais professé le mépris des « petits maîtres » du marxisme pour l'organisation syndicale. Il se dirigeait naturellement là où la classe ouvrière se groupe et il détestait se distinguer des autres travailleurs. C'est encore ce « patriotisme de classe » qui le ramenait au syndicat des Instituteurs, soit pour y pourfendre le cléricalisme des Davidès, soit pour y introduire le schéma d'une véritable Ecole unique.

Mais sa ferveur révolutionnaire le marquait pour l'action purement politique. Et c'est là que l'on peut parler de miracle. Entré au partie socialiste — comme tant d'autres — pour accomplir la mission révolutionnaire du prolétariat, pour réaliser l'Internationale qui « fera et sera le genre humain », il n'a pas. comme tant d'autres, enfermé ses convictions révolutionnaires et internationales dans le coffret des reliques sacrées. Il les a encore moins monnayées pour une place confortable.

Le guesdisme — et son héritier le bolchevisme, ont toujours confondu intransigeance et sectarisme. La doctrine impose la formation du parti, celui-ci devient le dépositaire de la doctrine — et en fin de compte quel que soit le Parti il suffit de lui obéir pour se soumettre à la doctrine. La qualité du dépositaire garantit la sûreté du dépôt dont il devient inutile de vérifier le contenu. C'est la règle fondamentale de toute église.

Marceau détestait trop le cléricalisme pour subir ce conformisme néfaste. Unique peut-être à ce point de vue, il n'a jamais admis que la discipline dans l'action. Leader de l'extrême-gauche, il conquit la Fédération socialiste de la Seine et fut porté à l'organisme directeur du Parti. Il y était en 1936, lorsque la formation du gouvernement Blu met les grandes journées ouvrières de juin eurent conclu le mouvement du Rassemblement populaire né deux ans plus tôt. Mais à la différence des autres leaders, Marceau ne dissociait pas les deux phénomènes. Blum au pouvoir, les ouvriers maîtres des usines, c'étaient pour lui les deux faces de la même révolution. Attaché à la présidence du Conseil, il y porta la flamme de juin 36.

Pendant les procès de Moscou et la guerre d'Espagne, il fut avec les vaincus, les victimes de Staline et de Franco.

Une telle impertinence s'accordait mal avec les « contingences politiques ». Cet éternel hérétique sacrifia le parti à la doctrine, comme d'autres avaient brisé l'Eglise pour garder l'Evangile. Exclu du Parti socialiste, il fonda avec quelques trotskystes et la minorité révolutionnaire socialiste. le **Parti socialiste ouvrier et paysan** (le P.S.O.P.).

Lorsque la guerre éclata, il était au Mexique.

En France, il reprit tout simplement sa place à l'extrême-gauche socialiste ; et toujours impatient de réaliser l'union des révolutionnaires hors des écoles et des sectes. il fut l'un des fondateurs du Cercle Zimmerwald.

Sa pensée n'avait pas varié en ses positions essentielles ? Elle s'exprimait dans la **Correspondance socialiste internationale** — et là presque exclusivement. Car cet animateur des **Etats-Unis socialistes d'Europe** a été sanctionné sous Guy Mollet, comme il fut exclu sou Léon Blum.

Nous nous sommes heurtés souvent ? Certes, j'ai souvent critiqué cet apôtre de la révolution permanente. Trop souvent ? Peut-être parce que j'enviais sa confiance. Et cependant, si l'on a pu dire de Saint-Exupéry qu'il échappait à la critique, parce que sa littérature fut toujours en deçà de sa vie — ne peut-on dire de Marceau que son action fut toujours au-delà de sa propagande, qu'il y a sacrifié ses forces et qu'il n'a perdu la foi qu'en perdant le souffle ?

Aussi rien dans nos discussions — même épicées — n'altéra notre amicale confiance, Lorsque je le revoyais. après une de nos controverses, je l'accueillais par un « Tu ne m'en veux pas, vieux ? », qui ne provoquait que son sourire frais comme celui d'un adolescent. Et il enchainait tout de suite : « On te verra, à la réunion... ». Et c'était l'invitation à un rendez-vous de non-conformistes...

Je l'ai encore un peu taquiné dans notre dernier numéro. Je sais bien qu'il a lu la « R.P. » et qu'il ne m'en a pas voulu plus que les autres fois. Mais en réalisant que je ne verrai plus passer cet éternel pèlerin de la révolution, que je ne l'entendrai plus m'inviter à un nouveau rendez-vous révolutionnaire, je sens quelque chose me serrer la gorge.

R. H.

Chronique de l'Union des syndicalistes

Si une chronique se construit avec les événements et si le temps est sa trame, il faut constater que les matériaux ne manquent pas. Nous devrons même faire un choix parmi eux. D'ailleurs les camarades qui nous lisent ont été plus ou moins des acteurs dans ces événements. Ils en savent au moins autant que nous. Il est vrai que chacun les voit de la place qu'il occupe et que la confrontation de tous ces points de vue est nécessaire pour juger l'événement, voir l'ensemble du tableau et décider de l'action.

Pour ce qui est de l'action, les lettres que nous recevons de province montrent que nos camarades ne nous ont pas attendus. Ils ont bien fait. Mais, aussi, ils se déclarent satisfaits du matériel que nous leur avons fourni. En trop petite quantité, il est vrai. Mais il est déjà bien beau que nous réagissions convenablement à l'événement et notre modestie dans les moyens s'explique par des raisons assez évidentes pour que nous n'y insistions pas. Il faudrait que nos amis s'habituent à la décentralisation nécessaire et qu'ils s'organisent pour pouvoir reproduire et multiplier rapidement les textes que nous leur envoyons.

C'est ce que semble avoir compris le camarade Latard, de Nevers, bien qu'il nous reproche légitimement de ne lui avoir fourni qu'une quantité dérisoire de tracts (mais nous sommes pauvres, irrémédiablement et définitivement pauvres). Notre seule richesse c'est l'accord des camarades aux prises avec les difficultés de l'action à la base, c'est aussi leur initiative et leur activité propres.

Celles-ci n'ont pas manqué un peu partout, particulièrement dans la Loire dont nous recevons des nouvelles encourageantes sur l'action autonome, dans cette dernière période, du syndicalisme libre (effectivement libre). Thévenon qui nous communique les résultats d'une véritable action de masse dans son département, nous annonce en même temps la reconstitution d'un Cercle d'études rattaché à l'Union des Syndicalistes. « **Il faut,** nous dit-il, **suivre objectivement la situation en dehors des groupes politiques ou politisés et n'admettre que des défenseurs permanents de toutes les libertés.** » Nous le citons parce que sa phrase résume on ne peut mieux notre attitude.

La grande manifestation du 28 mai à Paris

Oh ! il y avait beaucoup de monde, quelques centaines de milliers certainement. Cela rappelait les manifestations monstres de 1936. Cela les rappelait de bien des manières. Mais la plupart de ces manifestants, quel âge avaient-ils en 1936 ou même en 1940 ? Si je dis cela tout de suite, c'est pour éviter à certains d'entre nous une erreur assez commune : prêter ses réactions et ses sentiments personnels à des hommes de la génération suivante, croire qu'une expérience acquise puisse être d'une utilité quelconque à ceux qui ne l'ont pas vécue. Aux oreilles de ceux-là, la « Marseillaise » ne fait pas le même effet déprimant ; à leurs yeux, les ficelles des prétendus communistes n'apparaissent pas immédiatement, grosses comme des câbles. Ces considérations doivent aider à comprendre et à patienter tout en ne cessant pas de mettre en garde.

On nous a dit : les communistes avaient amené les troupes et les mots d'ordre. Ces mêmes troupes, les auraient-ils amenées s'ils avaient été seuls à les convoquer ? L'expérience montre, et les dernières grèves encore, que s'ils agissent seuls, ils n'entraînent même pas leurs propres troupes. Où étaient-elles, ces troupes, la veille, dans la grève dite « générale » ? Dans le subconscient de chacun, le mythe de l'unité joue.

Quant aux mots d'ordre, leurs slogans éculés n'étaient pas tellement repris par la foule, même répétés avec cette énervante obstination que nous connaissons. La place était libre pour des mots d'ordre intelligents et pour des chants révolutionnaires (comment se fait-il que personne ne remarque que la « Marseillaise » se chante aussi à Alger ?). A la vérité, les « guides éclairés » ne purent réfréner quelques « Internationale » et la spontanéité ouvrière ne perdit pas ses droits avec quelques slogans bien venus tels que : « Les paras, à l'usine ! ».

Pour dire un mot des organisateurs théoriques de la manifestation, ils faisaient l'effet de mères poules ayant négligemment couvé un œuf invraisemblable. Ils avaient pourtant bien recommandé de défiler en silence ! Voilà des gens qui, s'ils n'ont peut-être rien oublié, n'ont assurément rien appris. S'ils croient que c'est de cette manière qu'ils empêcheront l'enveloppement communiste...! Pour cela, il faut au contraire des mots d'ordre clairs et nettement affirmés. Il faut savoir où l'on va et le dire. Des mots d'ordre aussi vagues que : « Vive la République ! » il n'en faut pas plus pour que nos bons cocos se sentent comme poissons dans l'eau. Leur faiblesse cependant, c'est que s'ils savent ce qu'il faut crier aujourd'hui, aucun d'eux ne peut savoir ce qu'il faudra crier demain.

Les grèves du 27 mai et la grève de l'enseignement du 30 mai

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la grève lancée par la C.G.T. le 27 mai n'a pas été générale ! Il y eut beaucoup moins de grévistes ce jour-là que de manifestants le lendemain. Constatation qui ne peut manquer de nous faire réfléchir. Le métro et les autobus dont l'arrêt est, à Paris, le test d'une grève réussie, ont travaillé à peu près normalement. Pourquoi donc, la semaine précédente, lors de la première conférence de presse de de Gaulle, s'étaient-ils arrêtés dans une proportion notable ? Il y a là, pour le non initié, une série de mystères. On m'en a donné des explications qui éclairent d'un jour inattendu ces mouvements « de classe » et où les ouvriers n'apparaissent guère que comme des instruments. Mais je laisse à un camarade plus averti que moi de ces problèmes, le soin de nous les éclaircir. Ajoutons cependant que le jour de la manifestation, et pendant son déroulement, les transports parisiens devaient s'arrêter de 17 à 19 heures. Or, personne ne s'aperçut de cet arrêt !

Il paraît qu'il est beaucoup plus facile de défiler de la Nation à la Bastille au cri de « Front populaire ! » que de s'arrêter simplement de travailler pour s'opposer au pouvoir personnel et aux menaces fascistes. J'en ai eu un exemple qui ne manque pas de piquant lors de la grève de l'enseignement du 30 mai : nous étions réunis, dans le cinquième arrondissement de Paris, pour dresser le bilan ; chacun annonçait le nombre de grévistes de son établissement. Un camarade (bon « crypto » sans malice) déclara qu'il était le seul gréviste pour l'Institut Pédagogique National et le Bureau Universitaire de Statistique. Mais, pour ne pas être en reste, il nous lut illico une motion votée unanimement par le « Comité de vigilance »

de ces deux établissements, une motion bien tapée et qui, en conclusion, réclamait « la grève générale » ! Faites ce que je dis, et non ce que je fais !

Dominant toutes ces journées troubles, la grève de l'enseignement restera comme un fait historique. Dans l'ensemble, elle fut une belle réussite. Personne ne me croirait si je disais que tout me plait là-dedans. Mais il faut savoir, dans un tel mouvement, dégager le principal du secondaire. Incontestablement, c'est la seule réaction aux événements qui, malgré les bavures, a eu « de la gueule ». On en reparlera encore. En tout cas, il est impossible de dire que, sans cette grève générale des enseignants, la situation eût été la même. Le soir, les grévistes remplissaient les deux salles de la Bourse du Travail, les couloirs, et la rue ! Etait présent un enseignant sur trois ! Et Ruff cloua fort bien le bec à quelques perroquets qui criaient : à l'action ! aux seuls qui avaient été capables d'en faire.

Un colloque organisé par l'Union des Syndicalistes (le lundi 2 juin)

On a vu que, dans la mesure de nos forces, nous n'étions pas restés inactifs au cours de cette période. Nous avons voulu faire le point et confronter notre position avec celle de plusieurs responsables d'organisations syndicales. Tous les camarades convoqués étaient présents. Il y avait même un peu plus de présents que de convocations, certains de nos amis ayant amené des invités. Il s'agissait de définir ensemble une position ouvrière sur les récents événements et d'essayer de dégager quelques lignes d'action.

Après un exposé introductif de Mercier, les camarades suivants prirent part à la discussion : Tharreau et Laval, de la Fédération de la Métallurgie-Force Ouvrière ; Ruff, du Syndicat de l'Enseignement de la Région parisienne ; Dichamp, du Syndicat autonome du Bâtiment ; Malfati, Hagnauer, Lamizet, Guilloré, un camarade espagnol de Clermont-Ferrand. Les optiques ne furent pas les mêmes, et c'était bien ainsi que nous l'entendions. Mais nous pûmes cependant esquisser les lignes d'une position commune : analyse de la situation dans son environnement économique et social ; nature exacte des dangers auxquels nous devons faire face ; organiser la réponse ouvrière aux problèmes réellement posés ; lutter hors des routines et des slogans, en repoussant les faux alliés, en ne sacrifiant aucun principe à une unité purement formelle, plus mortelle encore que la menace qu'elle prétend écarter. Nous ne sommes pas vaincus ; la classe ouvrière n'est pas vaincue. Rien n'est fini ; au contraire, tout commence. « Quand les lampions seront éteints... », alors, les difficultés seront là. La classe ouvrière aura à défendre chacune de ses libertés. Les syndicats dignes de ce nom auront autre chose à faire que de répéter les litanies des partis, surtout celle du parti des étrangleurs des libertés ouvrières. Leur vigilance ne doit pas un instant se relâcher.

Il fut entendu que des rencontres comme celle-là devraient être renouvelées. Peut-être une déclaration résumant les points d'accord et dessinant une orientation commune, dans nos organisations respectives, pourrait-elle être rédigée ? En tout cas, nous ne rompons pas le contact. En ce qui concerne spécialement l'Union des syndicalistes, la question fut posée de savoir si nous devions, comme certains camarades nous le demandaient, procéder à un nouveau tirage de notre tract-déclaration dont le texte ouvre ce numéro de la « R.P. » Nous sommes plutôt convenus d'éditer un autre tract pour répondre à un nouveau tournant de la situation.

Au moment où j'écris, le général a prononcé ses discours d'Algérie. Drôle de ton. Un ton de général : Moi, de Gaulle... Ça rappelle : Moi, Massu... Je veux bien reconnaitre que le reste n'est pas le même. Ce fameux « reste » autour duquel chacun épilogue selon son tempérament et son humeur. Ah ! nous entendons de belles paroles qui n'auraient pas manqué de produire effet il y a quelques années ! Mais attendons la fin... Tant mieux si ces beaux discours suffisent. Moi, Guilloré, j'ai quand même l'impression que le général croit que la soupe est bonne parce qu'il a dit qu'elle était bonne.

Jean Amrouche, hier héraut du F.L.N., se révèle aujourd'hui « supporter » du général. Dans « le Monde » du 6 juin, il écrit : « **En une telle occasion le ton compte autant, sinon plus, que le contenu des mots prononcés ; ce qui n'est pas dit, ce que de Gaulle n'a pas voulu dire, autant sinon plus que ce qu'il a dit.** » Après quoi, il conclut son article par ceci : « **Mon général, je suis de ceux qui vous croient sur parole.** »

Non, pas sur parole ! Vous le croyez sur ce qu'il ne dit pas.

Ici, nous ne croyons pas même le Bon Dieu sur parole (ou sur la parole qu'on lui prête). Nous attendons pour voir.

Nous serions quand même très contents de savoir ce que pense, par exemple, le M.N.A. de tout cela.

J'ai demandé personnellement à l'U.S.T.A. de nous donner ici son opinion.

Salut au camarade Marceau Pivert

Encore un internationaliste qui s'en va. Un vrai. Pas un internationaliste dans les discours. Mais un homme pour qui l'internationale était concrète et vivante. Quel opprimé de par le monde ne connaissait pas son nom ?

Sans doute, il ne travaillait pas dans le même « secteur » du combat que celui que nous avons choisi ici. Mais nous nous rencontrions souvent. La dernière fois que je l'ai vu, c'était au Cercle Zimmerwald. Son visage était déjà marqué par la fin prochaine. Mais sa voix était toujours aussi ardente et son cœur battait toujours aussi fort pour l'internationale ouvrière. Je me souviens des quelques mots qu'il tint à prononcer pour marquer son accord avec ce que je venais de dire sur l'esprit toujours vivant de Zimmerwald.

Un internationaliste est mort. L'internationalisme est-il mort ? Beaucoup l'affirment, certains en versant un pleur sur sa dépouille. Malheureux ! vous pouvez brandir vos drapeaux, aligner vos armées, garder vos « Marseillaise » et nous assourdir de votre patriotisme infantile, l'internationalisme est l'avenir du monde. Marceau Pivert était habité par cette certitude tranquille. Salut, mon vieux Marceau !

« Un parti ouvrier »

Dans « le Monde » du 5 juin, M. Merleau-Ponty, philosophe contemporain, donne sa libre opinion sur la situation française. Son article qu'il intitule : « Du moindre mal à l'union sacrée », fourmille de pensées et de formules justes et saisissantes. Celle-ci par exemple : « **Guy Mollet, traître à son socialisme, puis à la défense républicaine, et demain, je suppose, au général de Gaulle, a l'estime du général de Gaulle.** » Ou encore celle-ci : « **L'apparition du général de Gaulle, il ne faut pas l'oublier, c'est aussi la suite et comme le chef-d'œuvre du molletisme. Je ne**

suis pas sûr que c'en soit la fin. **De Tamanrasset à Dunkerque, on ne voit que des Français qui rêvent les yeux ouverts, qui créent des situations enivrantes pour oublier les problèmes réels...** »

Hélas ! M. Merleau-Ponty est-il sûr de ne pas être de ceux-là ? Dans sa conclusion, il appelle de ses vœux un « parti ouvrier ». Mais il le voit aussitôt dans un parti communiste rénové, un parti « **qui n'a rien de commun, dit-il, ni en théorie, ni en pratique, avec le marxisme révolutionnaire, et au surplus n'est nullement chargé d'établir une démocratie populaire en France... Il y a dans le parti communiste une tendance au réformisme et au « programme ». Elle chemine, elle l'emportera un jour.** » M. Merleau-Ponty, il n'est pas d'erreur plus pernicieuse que de prendre ses désirs pour la réalité, que de « rêver les yeux ouverts », comme vous le dites. Le parti communiste est bel et bien, jusqu'à nouvel ordre. « chargé d'établir une démocratie populaire en France ». Etant bien entendu que « démocratie populaire », cela veut dire : un régime qui n'a absolument rien de démocratique et qui opprime le peuple, « une démocratie populaire » comme la Hongrie, quoi ! Les philosophes nantis d'une haute chaire comme M. Merleau-Ponty devraient bien l'utiliser déjà pour redonner aux mots leur vrai sens, au lieu d'aider à l'obscurcir encore, au lieu de créer de nouveaux « fantômes ». « **Notre présent en est bondé,** écrit M. Merleau-Ponty. **Ce n'est pas une raison pour en ajouter.** » Mais c'est ce qu'il fait sans tarder ! Il ajoute le fantôme d'un parti communiste se muant « un jour » en parti ouvrier, par un cheminement qu'il croit voir.

Le problème est, en effet, de refaire un parti ouvrier. Cette expression devant évidemment être comprise au sens large. Nous disons plus souvent ici : il faut refaire une classe ouvrière, entendant par là refaire une pensée, une morale et une action ouvrières. Nous trouverons sans doute des communistes parmi les ouvriers de la onzième heure (et peut-être avant cette heure-là). Les principaux cadres de l'insurrection populaire hongroise étaient des communistes. Mais ils avaient rompu avec leur parti d'Etat et de pouvoir qui, depuis longtemps, n'est plus un parti ouvrier. Ici, se rencontrent les ouvriers de la première heure de ce parti ouvrier (encore une fois : compris au sens large du mot, pour ne pas hérisser les syndicalistes purs.) Les ricanements des traîneurs de sabre et des policiers en tous genres n'y changeront rien ; laissons-leur l'efficacité des soldats et des tyrans ; la nôtre est faite de ce travail modeste, mais persévérant et tenace. Plus sûrement que les fantômes de M. Merleau-Ponty, il nous redonnera, avec d'autres efforts conjoints, l'esprit et le corps d'une classe ouvrière organisée pour le bien-être et pour la liberté de tous.

R. GUILLORE.

Propos non conformistes

AU TEMPS DE L'ETOILE MAGIQUE

Certains de nos amis se plaignent de l'inactualité de nos numéros. Je ne sais si le reproche est justifié, si l'on peut chercher dans une revue mensuelle — rédigée et cuisinée par des bénévoles — un reflet de l'événement du jour. Mais encore faut-il choisir ce qui est essentiel, circonscrire le secteur où l'éclairage est le plus brutal et le plus durable, et surtout formuler une conclusion et une solution que nous adoptions tous.

Relisez le leader de notre dernier numéro. Ce fut d'abord une improvisation rapide, dans la nuit du 13 mai, au terme d'une conversation téléphonique. Elagué sur le marbre, le texte corrigé à nouveau n'avait pas de titre. On avait pensé à Mussolini, Hitler ou Franco... Il aurait fallu une explication... « historique ». On n'avait pas le temps. Bonaparte ou Boulanger restent deux images d'Epinal qui se suffisent à elles-mêmes... et qui évoquent soit des députés qui retroussent une toge ridicule pour fuir les bottes des grenadiers, soit le suicide romanesque sur la tombe d'une amoureuse surannée.

Quand on eut tiré la dernière rature et passé la forme sous presse, un ami s'écria : « A quoi bon ? Lorsqu'on le lira, il aura tellement vieilli qu'il n'aura plus d'intérêt. »

C'est vrai sans doute pour ceux qui soumettent notre destin à un vote parlementaire, **un mot d'ordre** de centrale syndicale, un discours du général.

Les autres y trouveront au contraire des interrogations auxquelles il n'a pas été répondu.

La première sur **la compétition entre Paris et Alger.**

La seconde sur **les causes réelles de la crise de l'Etat.**

La troisième sur **le prestige, et donc l'efficacité de l'armée et de sa personnification mythique.**

La quatrième sur **les privilèges algériens.**

La cinquième sur **l'action directe ouvrière**

Pour simplifier, classons nos compagnons en trois groupes :

Ceux qui résolvent tout en scandant : « **Le fascisme ne passera pas !** »

Ceux qui délibèrent longuement et savamment sur le thème : « **Le fascisme est-il là ?**»

Ceux qui, le 13 mai, se laissaient guider par leur intuition et qui, depuis, frappent inlassablement sur le mur pour trouver la pierre qui sonne creux.

UNE MISE EN SCENE ?

Toujours des jeux de mots, ricane-t-on. On plaiderait coupable, si l'on avait cherché à dormir sous la paille... verbale. Mais on a répondu à tous les appels, obéi à tous les mots d'ordre... mieux que des antifascistes sérieux qui, gravement à leur poste de radio, s'étonnent de ne pas entendre de fusillades ou s'irritent de la passivité ouvrière.

On a bien le droit de se demander si toute la pièce où l'on a joué son rôle n'est pas simple mise en scène qui cache les vrais objectifs. Nous l'avons écrit, à propos des journées de 1934. La foule montant à l'assaut du Palais-Bourbon, l'armée et la police acquises aux insurgés, les soubresauts désespérés de la République... finalement un gouvernement d'Union Nationale, où M. Germain Martin paracheva l'œuvre de déflation voulue par l'oligarchie financière.

Aujourd'hui, les hymnes et les soupirs de soulagement accompagnent le mythe gaulliste. Mais M. Pinay s'installe aux Finances et prépare la « stabilisation » par la confiance.

Il n'est donc pas inutile de poser encore la question. Est-ce Paris qui inspira Alger ? Est-ce Alger qui contraignit Paris ? Ou bien tout simplement s'agit-il de deux opérations d'origine et de fin différentes mais qui se croisent par volonté délibérée sans se confondre ?

ALGER N'EST PAS PARIS

Tout le monde aujourd'hui reconnaît en effet qu'Alger n'est pas Paris. C'est une lapalissade ?

Sans doute, mais c'est aussi la liquidation totale du régime que l'on a prétendu défendre. Si l'on justifie le colonialisme — et nous avons noté de curieuses formules dites socialistes, à ce propos — il faut admettre l'autorité absolue de la métropole. Si l'on s'en tient à la fiction des départements français en Algérie, il faut admettre que s'appliquent là-bas les décisions de l'Etat centralisateur.

Je me suis permis de poser la question au congrès confédéral F.O. de 1952, à propos de la répression en Algérie, bien antérieure à la rébellion. Ou on applique là-bas, sous le signe colonial, un arbitraire exorbitant et nous protestons au nom du Droit des gens, international, ou on doit appliquer le droit commun et nous protestons, en qualité de citoyens français, contre la forfaiture des pouvoirs publics.

L'affaire n'est donc pas nouvelle. Mais elle s'est toujours présentée sous le même aspect. C'est-à-dire que les Français d'Algérie se sont toujours inspirés du culte de Janus. Quand il s'agissait d'opposer leurs privilèges aux revendications indigènes : ils étaient Français ; lorsqu'il fallait échapper aux contraintes des lois françaises : il étaient Algériens. C'est ce que l'on vit en particulier lors des accords Matignon et de la nouvelle législation sociale en 1936. A cette époque, les gros viticulteurs d'outre-Méditerranée s'affirmaient séparatistes...

Mais la rupture a atteint son point culminant sous le proconsulat de Lacoste. Celui-ci n'a pas cessé de placer le gouvernement de Paris devant le fait accompli. Depuis l'enlèvement de l'avion des représentants du F.L.N., jusqu'aux exactions policières, en passant par le bombardement de Sakiet. Qu'il l'ait voulu ou non, qu'il ait préparé consciemment le processus, ou qu'il ait été emporté par la machine qu'il avait montée, ce sont là des chicanes avocassières dont un congrès socialiste peut se satisfaire, qu'un homme comme lui devrait mépriser. En lui attribuant toute la responsabilité de l'affaire jusqu'à 13 mai inclus, c'est-à-dire **l'accomplissement de la sécession,** on lui rend pleine justice.

PARIS NEUTRALISE PAR ALGER

La politique algérienne orientant toute la politique internationale française, Paris était déjà à la remorque d'Alger. Le Quai d'Orsay cependant combinait les alibis et préparait les plaidoiries. Avec un respect de la forme dont Lacoste s'irrita (cf. déclarations à l'envoyé de « l'Express »). L'armée fut plus directe et les « paras » plus efficaces. C'est bien à Lacoste que l'on doit cette implantation des militaires dans les fonctions civiles les plus importantes (notons d'ailleurs qu'il n'est pas impossible que les indigènes les aient préférés aux administrateurs, clients des colons). On reconnaît aujourd'hui la toute puissance des paras à Alger, instaurée par le ministre-résident.

Le reste alors pouvait suivre avec une rigueur logique et prévisible. Paris démuni de tout pouvoir réel devait supporter que l'affaire algérienne fût réglée à Alger. Ce qui excluait toute négociation de Paris avec les nationalistes algériens, tout accord européen ou atlantique sur un problème qui relève, au moins autant que l'unification allemande, de l'autorité supranationale, toute intervention du Maroc et de la Tunisie, la solidarité entre les colons d'Afrique du Nord jouant naturellement contre deux gouvernements dont les tendances « occidentales » ne sont pas contestables.

Jusqu'à présent, les Français d'Algérie avaient imposé cette politique aux politiciens de Paris. Mais la France ne pouvait plus la supporter. Aucun observateur sérieux n'oserait discuter la nécessité de l'intervention, plus ou moins retardée, de crédits étrangers (américains ou surtout allemands) pour maintenir l'expansion, en comblant le déficit provisoire du commerce extérieur. Or le renversement de la tendance expansionniste, c'est peut-être une crise catastrophique pour toutes les industries françaises. Il suffit d'évoquer le précédent américain de 1929. C'est bien cette irréductible opposition entre la politique algérienne et les nécessités économiques et financières qui a déterminé la longue crise ouverte par la démission de Gaillard.

Il fallait donc que la question algérienne put être réglée à Alger, que Paris d'abord neutralisé fût soumis et colonisé. D'Alger à Ajaccio, puis à la métropole, la voie était donc logiquement conçue.

LES TROIS INCONNUES

C'est là que la question se pose. A Alger, tous les éléments sociaux d'une entreprise extra-légale (y compris ce facteur essentiel : une petite bourgeoisie qui peut être brutalement prolétarisée) se trouvaient réunis. L'espèce de pouvoir autonome des paras, la subordination à l'armée de toutes les institutions, la mobilisation d'une foule d'abord déchaînée, puis encadrée avec plus ou moins de rigueur.

Seulement s'agissait-il d'une conjonction provisoire ou d'une intégration définitive avant l'installation du chef ? Deux inconnues subsistent. Les paras peuvent-ils être assimilés à des prétoriens professionnels, définitivement exclus des cadres économiques et sociaux de la métropole ? Les intérêts de l'armée — ou plutôt de l'état-major — sont-ils au moins parallèles à ceux des colons ?

Troisième inconnue, plus difficile encore à calculer et plus lourde encore dans l'équation : **la foule de la métropole qu'on ne pouvait mobiliser, resterait-elle passive ?**

Il fallait donc trouver la formule magique qui empêchât des calculs douteux et une solution incertaine. De Gaulle n'a pas, sur le plan algérien et international, d'autre signification.

DE COLOMBEY... A LA RUE DE RIVOLI

C'est là que l'on pourrait parler de mise en scène. Car si à Alger, le terme de pré-fascisme peut à la rigueur être admis, rien à Paris ne le justifie. Nous avons écrit que le coup de force du 6 février 1934 n'aurait pu aboutir à la prise du pouvoir, qu'il n'était que le résultat d'une machination préparant l'Union Nationale. Cependant, la crise économique et financière expliquait les troubles et l'agitation de janvier 1934.

En mai 1958, on est en pleine expansion. La bourgeoisie ne risquerait pas des profits assurés, dans une aventure antiparlementaire. Aussi — malgré quelques trublions sortis des boîtes de nuit — les avenues des quartiers riches ne furent-elles encombrées que par les cars des C.R.S. Mais l'urgence des mesures financières pour payer la guerre d'Algérie et compenser l'hémorragie des devises pouvait provoquer des conflits et des revendications préjudicielles aux affaires. En son dernier rapport, la Commission des comptes de la Nation propose quelques remèdes palliatifs :

Pour diminuer la consommation intérieure : « **instituer le rationnement par la fiscalité, c'est-à-dire par l'impôt ; procéder à des économies budgétaires, au contrôle du crédit et de l'auto-financement des entreprises ; installer un appareil d'observations rapides permettant, si la consommation diminuait excessivement, de rétablir le courant expansionniste.** »

Raymond Aron (« Figaro » du 6-6-58) constate que l'on s'engage ainsi « **dans la voie de la protection et de la réglementation au bout de laquelle la mise en application du marché commun devient inconcevable** ». Pour lui, il faut « **une déflation intérieure indispensable à l'assainissement des finances extérieures parce qu'elle seule permet la stabilisation des prix et salaires** ». Voilà qui ne nous rassure guère. Il est vrai qu'il ajoute « **que le déficit des comptes**

extérieurs a été gonflé. Les exportations de capitaux, les retards de rapatriement des devises possédées par les exportateurs, le marché noir des devises représentaient en 1957 au moins 500 millions de dollars ». Que la tendance se renverse et lee problème est résolu au moins provisoirement.

Nous n'insistons pas sur ce débat qui devrait éclairer les militants ouvriers.

Mais tandis que quelques militants confédéraux dont l'ambition explique l'impatience sinon l'aveuglement rêvent d'un paternalisme gaulliste qui leur offrirait des strapontins à la table... « paternelle », on peut interpréter l'opération Pinay menée sous le signe du gaullisme. C'est bien le représentant de la bourgeoisie conservatrice dont l'initiative a engagé la procédure qui de la tasse de thé de Colombey-les-deux-Eglises l'a mené au fauteuil de la rue de Rivoli. Pinay c'est comme Germain Martin en 1934, le nom qui inspire **confiance aux capitalistes,** réduit les risques de la fiscalité, peut encourager le rapatriement des capitaux, même favoriser un emprunt national. La menace du coup de force et les pleins pouvoirs du général suffisent — pense-t-on — pour neutraliser les organisations ouvrières.

FORMULE IMPUISSANTE EXPERIENCE DEPLORABLE

Seulement la formule ne suffit pas pour résoudre l'équation préalable, c'est-à-dire la question algérienne. Le voyage à Alger qui se termine, tandis que nous rédigeons ce papier (6 juin 1958) aura enfoncé le mythe dans la réalité grouillante. Les Français d'Algérie n'abandonnent rien de leurs prétentions. Les paras et l'armée rentreront-ils dans le loyalisme ? De Gaulle pourra-t-il réaliser ce « Commonwealth » du Maghreb qui reste en effet la seule chance pour l'Occident d'éviter l'expansion du panarabisme nassérien, soutenu par l'U.R.S.S. ? Si la guerre continue en Algérie, Pinay suffira-t-il pour maintenir la confiance des capitalistes français, et appellera-t-il les capitaux étrangers ? Dans la conjoncture actuelle, tout sera déterminé par la réponse à la première question, c'est-à-dire à la dissociation du rassemblement du 13 mai.

S'il y a cependant pour le syndicalisme libre une expérience à rejeter : c'est celle du Front Populaire.

A lire « l'Express » du 5 juin, on serait tenté de glorifier la courageuse ténacité des dirigeants de la C.G.T. qui ont tout fait pour sortir de leur isolement, s'associer à la C.G.T.-F.O. et à la C.F.T.C. Mais, que voulez-vous, il leur a bien fallu tenir compte des appels à la grève générale lancés par le parti communiste, au lendemain du coup d'Ajaccio... On voudrait croire qu'il s'agit d'une émouvante candeur. Mais alors, celle-ci relève du cas pathologique.

Sans pouvoir encore juger l'attitude des post-staliniens (bien des éléments nous manquent), l'hypothèse d'une agitation menée jusqu'au paroxysme pour retomber dans l'opposition presque académique après l'investiture du général, par laquelle les meneurs de jeu voulaient **compromettre les chances d'une résistance efficace,** ne peut être exclue par ceux que de multiples expériences ont instruit sur le machiavélisme de Moscou. L'idée bouffonne d'une C.G.T. surprise par les mots d'ordre du parti post-stalinien suffit pour prouver la fourberie ou la périlleuse inconscience des promoteurs du Front Populaire. Moscou mènera le jeu jusqu'à la rupture de l'alliance atlantique, ou usera du chantage sur de Gaulle ou... même sur Eisenhower, et il faudra quelque chose comme le toast de Staline à Hitler pour que les successeurs d'Albert Bayet s'aperçoivent qu'ils ont été pigeonnés.

Mais la prévention du Front Populaire, loin de justifier l'immobilisme de F.O., impose la nécessité de l'initiative et de l'action. S'il y avait complot conçu à Alger, la passivité des organisations syndicales était sa seule chance de succès. Compromise par l'odieuse orchestration de la « Marseillaise » post-stalinienne, la manifestation parisienne du 28 mai fut cependant une démonstration dont l'ampleur considérable contrastait avec les squelettiques meetings moscoutaires et les anémiques cortèges gaullistes. La démonstration que la C.G.T. seule ne peut même pas mobiliser une fraction de ses adhérents confirme notre opinion sur les mobiles conservateurs de l'alignement derrière les agents de Moscou, et aussi notre appel à la seule opposition ouvrière au post-stalinisme, c'est-à-dire **le renouvellement de l'action directe.**

Il faut se féliciter que la Fédération autonome de l'Education nationale et le syndicat général de la C.F.T.C. aient opposé leur dynamisme au légalisme de F.O. et de la C.F.T.C. Il faut saluer comme des indices rassurants les initiatives de certaines organisations F.O., telle l'Union des syndicats parisiens.

Mais au mythe gaulliste, on ne répondra pas par des incantations et des génuflexions. Si le général veut nous surprendre par sa clairvoyance (après tout, il a bien vu clair le 18 juin 1940 exceptionnellement), s'il veut liquider le pré-fascisme d'Alger, on lui rendra un sacré service en intensifiant **l'action pour la paix en Algérie** (1).

Quant à l'opération Pinay, elle suppose une classe ouvrière campée sur des positions solides et peu décidée à graisser par sa résignation le moteur de la confiance capitaliste.

Quels que soient les risques et les accidents de la route dont le général vient de couper le cordon, le pire serait de marquer le pas sur place. Si la classe ouvrière n'est plus capable d'affirmer sa volonté de défendre par ses seules forces ses libertés et ses revendications, alors couchons-nous sur le sol et offrons le plancher de nos corps aux sandales des porteurs de goupillon paternaliste, aux bottes des paras... ou aux blindés de Khrouchtchev !

Roger HAGNAUER.

(1) Faut-il rappeler que l'armée... ce n'est pas Massu, ni Salan ? Personne ne parle des soldats... qui campent en Algérie, en attendant de retrouver leur foyer en France.

POUR LES « PETITS BLANCS » VANITEUX

Que les Egyptiens fussent incapables d'assurer le service du canal de Suez, voilà une des certitudes fondamentales que possédaient 99 % des Français lors de la nationalisation du canal et du débarquement de Port-Saïd.

Or, voici ce qu'écrivait le *Times*, le mois dernier, le *Times*, l'organe de la Cité et à ce titre l'un des principaux représentants de l'impérialisme britannique, mais qui, étant anglais, est suffisamment sportif pour savoir accuser les coups :

L'exploitation du canal de Suez par le gouvernement égyptien est un plein succès. Même lorsque les navires s'échouent, personne ne s'inquiète, car on reconnaît dans les milieux maritimes que le nombre de ces accidents n'est pas plus grand sous la nouvelle administration que sous l'ancienne...

La moyenne quotidienne des passages a été de 47,9 en février dernier, contre 41,9 il y a deux ans. Le revenu annuel du canal a passé en conséquence de 42 à 48 milliards de francs par an...

Si l'on se rappelle que tous les pilotes étrangers et la majorité du personnel administratif de l'ancienne compagnie ont démissionné en bloc le 15 septembre 1956, et que le blocus du canal, six semaines plus tard, a entraîné la destruction ou l'endommagement du matériel de communication, des remorqueurs et des dragues, le succès de l'administration égyptienne n'en devient que plus impressionnant.

R. L.

Réponse à de singuliers "gauchistes"

Roger LAPEYRE et le . . . ministérialisme

Roger Lapeyre nous transmet copie de la lettre qu'il a adressée au rédacteur en chef de « La Tribune du Peuple », 54, *boulevard Garibaldi, Paris* (15e).

Monsieur le rédacteur en chef,

Dans la rubrique « On ne vous l'a pas dit » de « La Tribune du Peuple », un écho affirme, sous le titre « F.O. au gouvernement » « qu'à Force Ouvrière la tentation de jouer les Belin est grande. »

J'ai ensuite appris, la chose n'ayant pas été « dite » ailleurs, que j'étais « un participationniste convaincu » et qu'avec d'autres « leaders » je plaiderais la cause de la participation à un prochain comité confédéral national qui serait convoqué extraordinairement (1).

Par un tel écho, le rédacteur anonyme, votre journal, vous-même, ont fait assaut d'incompétence et de malveillance.

Incompétence d'abord.

Votre journal politique veut s'intéresser au mouvement syndical ?

Qu'il s'assure donc la collaboration de journalistes ayant quelques notions élémentaires : lecture des communiqués d'agence de presse et connaissance des responsabilités des militants.

Ci-après, le communiqué de la fédération dont je suis le secrétaire et qui a paru le 1er juin, dès que les informations de presse donnaient notre secrétaire confédéral comme ministre éventuel.

« Des informations de presse ayant fait état de la participation possible du secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière au futur gouvernement, la Fédération F.O. des travaux publics et des transports tient à déclarer qu'une telle éventualité lui apparaît impensable.

« Les syndicalistes de la Fédération F.O. des travaux publics et des transports, fidèles à l'esprit de la charte d'Amiens ne peuvent qu'être farouchement opposés à toute entrée dans les combinaisons et systèmes politiques ; ils affirment qu'un secrétaire confédéral ou un militant ne saurait représenter le syndicalisme libre dans un quelconque gouvernement. »

Malveillance ensuite.

Non seulement il est fait référence à Belin, mais il m'est prêté des intentions grotesques dans un C.C.N. qui, fort heureusement, n'a aucune raison de se tenir.

***

Je n'aurai pas la naïveté de vous demander de rectifier : je reconnais trop cette « marque de fabrique » : l'honnêteté intellectuelle ne vous gêne guère pour accomplir votre « mission de redresseur de torts ».

La France vient de se donner un président du Conseil dont les déclarations, sans doute imprécises, permettent à chacun d'estimer que sa thèse est la bonne.

Je n'ai pas ce talent et préfère d'ailleurs être clairement compris.

Aussi ne peut prêter à aucune confusion l'opinion que j'émets sur vos procédés : à savoir qu'ils sont méprisables et permettent de juger à leur juste valeur ceux qui les emploient.

Bien entendu, mes camarades, par nos diverses publications, seront informés des méthodes de « La Tribune du Peuple , hebdomadaire du parti d' « Union de la gauche socialiste ».

Avec mes salutations syndicales.

Le secrétaire général.
Roger LAPEYRE.

(1) L'écho exact est le suivant :
« Quoique investi, le ministère de Gaulle n'est pas « encore formé complètement. Le général tient abso- « lument à avoir des « syndicalistes » dans son con- « seil. A Force ouvrière la tentation de jouer les Be- « lin est grande. Certains leaders comme René Ri- « chard, Raymond Le Bourre, André Lafond, Roger « Lapeyre sont des partipationnistes convaincus. Mal- « gré le refus opposé par le secrétariat confédéral, on « prête aux sus-nommés l'intention de plaider la cau- « se de la participation à un prochain Comité Confé- « déral National qui serait convoqué extraordinaire- « ment. »

PROGRAMME DES ULTRAS

L'attitude du Comité de Salut Public d'Alger ne peut faire illusion. Quand ce comité fait savoir au général de Gaulle que ses projets d'élections municipales (définis de manière générale et sans date précise) ne lui convient pas, il démontre sans équivoque que pour les « ultras » d'Alger le général est un moyen et non un chef.

Pour ceux qui l'auraient oublié, rappelons la mise en demeure en quatre points adressée par le Comité Algérien de Salut public, le 6 février 1956, à Guy Mollet :

— *Adaptation de l'armée française aux combats d'Algérie ;*

— *Engagement par tous les moyens, y compris les moyens militaires, dans le monde, d'une action destinée à faire cesser l'intervention étrangère en Afrique du Nord ;*

— *Reconnaissance formelle de la souveraineté française en Afrique du Nord ;*

— *Renonciation au collège unique.*

La mise en demeure, bientôt appuyée par des tomates lancées sur Guy Mollet, était suivie d'un appel « aux patriotes de la métropole — spécialement aux anciens combattants — pour imposer cette politique aux pouvoirs publics ».

Depuis, il y a eu effectivement retrait des divisions françaises d'Allemagne pour les lancer dans le guêpier algérien ; il y a eu le coup de Suez (pour le second point) ; il y a la campagne « Algérie française » aujourd'hui.

Il y a aussi la poussée des comités de Salut public en métropole.

Reste le « collège unique ».

Les « ultras » savent ce qu'ils veulent. Les « politiques » de France — y compris de Gaulle — ne le savent pas.

Etonnez-vous dès lors que les « ultras » parlent haut et se sentent « gonflés ».

Notes d'Economie et de Politique

LA PREMIERE CONVULSION

Publier sa pensée n'est pas seulement un droit, disait P.-L. Courier au temps de la Restauration, c'est un *devoir*. Pour obéir à ce devoir nous continuerons à publier notre pensée sous la dictature comme sous la république, tant du moins que cela ne nous sera pas rendu matériellement impossible. Nous l'exprimerons en termes exempts de passion, mais nous la dirons tout entière.

« Vers quelles convulsions allons-nous ? », nous demandions-nous dans le dernier numéro de la « R.P. », et ce numéro n'était pas encore sorti des presses que la première convulsion se produisait. Au moment où j'écris elle vient d'achever sa première phase par la remise à Charles de Gaulle de pouvoirs dictatoriaux pour six mois.

Le fait capital est que la France vient de connaître un pronunciamento, le pronunciamento type : un général (ou des généraux) « se prononcent » pour qu'un Tel soit nommé chef du gouvernement, et, par peur des troupes dont dispose le général, la nation s'exécute : elle met un Tel à sa tête.

Ce régime a été celui de l'Espagne et des Républiques de l'Amérique latine au cours du siècle dernier. Personne ne s'est jamais avisé de prétendre qu'il témoigne de la grandeur ou de la maturité d'un peuple. C'est le régime des peuples en enfance ou... de ceux qui retournent en enfance. C'est aujourd'hui celui de la France.

Quels qu'aient été depuis 1920 les signes prémonitoires de cette déchéance, signes que l'on n'a pas cessé de signaler ici-même, le jour où l'on se trouve devant le fait accompli, on ne peut pas ne point s'en sentir accablé, citoyen diminué d'un peuple diminué.

Tel est donc, je le répète, le fait capital, le fait essentiel de ces dernières semaines, fait à côté duquel les autres n'ont guère qu'une valeur épisodique ; il nous faut cependant les examiner.

Le pronunciamento d'Alger est résulté de la conjonction momentanée de deux forces distinctes : celle de l'armée et celle de la sécession algérienne.

L'armée française a subi en moins de vingt ans deux défaites spectaculaires : la débâcle de 1940 et la capitulation de Dien-Bien-Phu. C'est beaucoup ! Il est naturel qu'elle désire se venger des échecs subis dans sa tâche propre par des succès remportés dans des tâches à côté, par exemple, faire oublier les batailles perdues contre les ennemis de l'extérieur, par des victoires remportées sur ce que l'on représente souvent comme l' « ennemi intérieur », le parlementarisme. L'armée qui fut vaincue par les Prussiens en 70 trouva sa revanche dans la grande victoire qu'elle remporta, un an plus tard, sur les ouvriers parisiens, et Mac-Mahon, personnellement, espérait noyer sa capitulation de Sedan dans son coup du 16 mai. Que l'armée d'aujourd'hui soit désireuse de laver les humiliations de 1940 et de 1954 par une victoire sur le civil est donc dans l'ordre même des choses.

Ce désir n'aurait cependant pas suffi s'il ne s'était trouvé renforcé par la crainte d'une troisième défaite. Voici, en effet, trois ans et demi que des troupes comprenant plusieurs centaines de milliers d'hommes munis d'un armement puissant combattent une rébellion qui ne peut aligner que quelques dizaines de milliers de combattants pauvrement armés et à laquelle, non seulement elles n'ont pu mettre fin, mais qu'elles n'ont même pu contenir. Comment pourrait-on estimer que ce sont là les prodromes d'une victoire ?

Il est impossible que les officiers d'Algérie, les plus intelligents, ne se soient pas posé cette question ; aussi s'est-il développé chez eux une mentalité très particulière que Jean Daniel a essayé d'analyser, bien que confusément parce qu'elle est elle-même sans doute confuse, dans l'*Express* du 24 avril ; cette mentalité, dit Jean Daniel, consiste « à estimer l'adversaire et à mépriser le civil, en particulier les Français d'Algérie », et « là où elle vainct », l'armée française « est en train de vaincre pour une *Algérie autonome* (1) ».

Autrement dit, l'armée d'Algérie ne veut pas être vaincue et surtout ne pas apparaître comme vaincue ; elle cherche à tâtons comment y parvenir. Le coup du 13 mai a été l'un de ces tâtonnements.

Quant à la mentalité des Européens d'Algérie, de ceux, tout particulièrement qui ont envahi et mis à sac le ministère de l'Algérie, elle est plus simple à analyser.

Dans tous les pays extra-européens où des populations européennes ont essaimé en nombre au cours des derniers siècles, les immigrants ont commencé par conserver des liens très étroits avec leurs pays d'origine dont ils n'étaient que des « colonies », mais, dès qu'ils furent assez nombreux et suffisamment puissants, la tutelle de la métropole leur devint pesante et ils ne tardèrent pas à s'en délivrer. Ce furent d'abord les colonies de la « Nouvelle-Angleterre » en Amérique du Nord, puis les colonies espagnoles et portugaises de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, et enfin, le reste des colonies blanches, celles du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du Sud, ces dernières obtenant progressivement, au sein du Commonwealth britannique, d'abord l'autonomie, puis une totale indépendance.

Seule, l'Algérie fit exception.

Tout comme ses homologues d'Amérique, d'Océanie et d'Afrique, la population européenne d'Algérie a subi de plus en plus impatiemment la tutelle de la métropole ; le fait est patent depuis, au moins, les années 1900, le grand mouvement antisémite de cette époque ayant eu comme cause profonde, d'après la pertinente observation de E. F. Gautier, la volonté de l'Algérie de desserrer les liens qui l'attachaient à la métropole et, comme résultat, l'obtention par l'Algérie de l'autonomie financière ; par la suite, les Algériens n'ont point cessé de jouer de la menace de la sécession chaque fois que Paris semblait s'apprêter à prendre une décision qui ne leur convenait pas.

Mais, à la différence de ce qui s'est passé dans les autres colonies blanches, cette menace n'avait jamais été jusqu'ici suivie d'exécution, parce que, à la différence de ce qui était dans les autres colonies, les Européens d'Algérie

---

(1) C'est moi qui souligne.

avaient en face d'eux une population indigène suffisamment nombreuse et suffisamment évoluée, pour qu'ils ne puissent la maintenir dans la soumission par leur seule force : pour cette tâche l'appui de l'armée française, leur était *indispensable*.

C'est pourquoi, c'est seulement le 13 mai dernier que l'Algérie fut, pour la première fois, capable d'opérer une sécession, car, pour la première fois, elle se trouvait à même de se séparer de la France tout en conservant l'aide de l'armée française. Pour la première fois, le 13 mai, au cri — ô ironie des choses ! — d' « Algérie française », les Algériens rompaient leurs liens d'allégeance avec la métropole, refusant de reconnaître son gouvernement et établissant, ou tentant au moins d'établir leur propre gouvernement sous la forme de Comités de salut public.

Volonté d'indépendance des Algériens indigènes, volonté de sécession des Algériens de souche européenne, telle est la double volonté, à la fois identique et contradictoire — contradictoire parce que les premiers et les seconds entendent user de leur indépendance en sens diamétralement opposé — devant laquelle se trouve désormais la France.

Mais il va de soi que cette sécession ne pourra durer, que la volonté de sécession elle-même ne pourra se maintenir que tant que les Européens d'Algérie pourront compter sur l'armée française. Or, celle-ci, non moins évidemment, ne peut faire, elle, sécession d'avec la France, elle a pu faire un pronunciamento mais elle n'entend point, et d'ailleurs elle ne le pourrait point, se séparer pour un temps tant soit peu durable, de l'Etat français ; elle reste l'armée de la France, elle n'a aucune envie, ni aucune possibilité de devenir une armée algérienne (2).

Bien plus ! si l'on en croit l'article de Jean Daniel cité plus haut, et surtout si l'on s'en réfère à ces démonstrations spectaculaires d'une « fraternité franco-musulmane » que l'armée a imposée aux Européens tout autant, sinon plus, qu'aux Musulmans, l'armée serait portée à favoriser la constitution d'une Algérie qui se rapprocherait beaucoup plus de celle voulue par le F.L.N. que de celle à laquelle visent les Algériens européens.

Le divorce entre l'armée française et les Français d'Algérie est donc prévisible. La conjonction de leurs forces n'aura duré qu'un moment. D'où de nouvelles convulsions en perspective.

En fait, le cas de l'Algérie, est unique au monde, car l'Algérie est la seule colonie qui ne soit point, soit à dominante indigène, soit à dominante européenne. En Algérie il n'y a point de dominante : les deux éléments dont elle est formée sont de force équivalente.

C'est pourquoi le facteur qui fera pencher la balance d'un côté ou de l'autre, proviendra sans doute de l'extérieur. Tout dépendra de l'appui que pourra trouver dans le monde chacun des deux peuples en présence. Quel appui sera le plus puissant ? Celui du monde arabe, et, plus généralement, du monde des pays anciennement colonisés ou semi-colonisés, renforcé plus ou moins par le monde dit soviétique, monde en pleine jeunesse, rempli d'allant, ou bien celui du monde européen, le monde des anciens colonisateurs, monde vieillissant dont la plupart des participants ont même abandonné tout espoir de conserver les vieilles formes de domination et reconnaissent, au moins verbalement, la légitimité des objectifs du nouveau ?

Poser la question, c'est peut-être presque y répondre.

(2) S'il se trouve cependant dans ses rangs un grand aventurier, un aventurier de génie, celui-ci pourrait être tenté de s'emparer du pouvoir à la tête de quelques régiments de soldats professionnels, de faire la paix avec le F.L.N. et d'établir sans aucune immixtion de la métropole, « entre Algériens », une Algérie indépendante. Mais cela, bien entendu, supposerait la neutralité du reste de l'armée française, de l'armée du contingent.

LE DOUBLE MENSONGE

Un discours à la Chambre du député Clostermann, qui servit assez longtemps en Algérie comme commandant d'aviation, contient quelques faits caractéristiques qui illustrent la double forme de mensonges dont les Français sont abreuvés depuis des années au moyen de l'information « dirigée » : le mensonge proprement dit et le mensonge par omission. On dit carrément des choses fausses et l'on tait les choses vraies.

En voici des exemples, que nous empruntons audit discours :

Les mensonges que l'on dit :

A Aflou, le 3 octobre 1956, une cinquantaine de nos hommes étaient tués dans une embuscade sur une route au nord du Djebel Amour...

La recherche de la bande se révéla vaine malgré les efforts désespérés de l'aviation. Cependant, seulement à ce moment, la presse annonçait que sous le commandement du commandant Closterman, les rebelles étaient écrasés par l'aviation et venaient de perdre 47 tués. **Ce qui était évidemment faux** (3).

Les vérités que l'on cache :

J'ai eu mon avion touché plus souvent et de façon plus dangereuse en dix mois de missions quotidiennes en Algérie qu'en quatre ans de guerre contre la Luftwaffe...

Déjà en 1956 — alors qu'à Alger on n'en savait rien — une escadrille de Tébessa venait de se faire descendre son troisième commandant — le lieutenant Rozier pour ne pas le citer — en trois semaines. Une autre, que je ne citerai que par son nom de code — l'escadrille Museau — n'avait pas à cette époque un seul avion qui ne fût criblé de balles et réparé tant bien que mal ; cette même escadrille avait perdu plusieurs appareils et équipages en quelques semaines...

Pour que les fellagha n'y trouvent pas refuge en transit, et pour que la population de Petite-Kabylie ne puisse leur apporter aide, nous avons été dans l'obligation de procéder à un **nettoyage aérien** (1) des villages de cette région. Moi-même, j'ai participé, en tant que P.C. volant et en marqueur d'objectif, à un certain nombre de ces opérations. Croyez-moi, cela me brisait le cœur, et brisait celui de tous mes camarades qui participaient à ces opérations.

« Nettoyage aérien », vous comprenez ce que cela veut dire ?

R. LOUZON.

(3) C'est moi qui souligne. R. L.

SALUT PUBLIC ?

Les Comités de Salut public se multiplient. Ils disposent de beaucoup d'argent et comptent dans leur sein le gratin des politiciens du « nouveau » système, avec quelques représentants de « l'ancien ». Leur programme est aussi nébuleux que l'origine des fonds et aussi contradictoire que la carrière des animateurs.

Il en est un qui a osé dire son nom : c'est le **Comité de salut public du pétrole**, fonctionnant à Alger.

Tout s'éclaire... au pétrole.

LE SYNDICALISME AMÉRICAIN DEUX ANS APRÈS LA FUSION

L'unification du mouvement syndical aux Etats-Unis, l'assemblage de ce que furent l'A.F.L., organisme central des syndicats de métier, et le C.I.O., réunissant les syndicats à base industrielle, avait suscité d'immenses espoirs. Cette unité si difficilement acquise deviendrait, pensait-on, un extraordinaire pôle d'attraction. Elle permettrait en particulier de syndiquer les employés, ces travailleurs en faux-col, imperméables jusqu'alors à tous les efforts du « Labor » pour les attirer à lui. On avait de plus l'espoir de faire enfin pénétrer l'idée et l'organisation syndicales dans ce « deep south », le « sud profond » des Etats-Unis qui s'industrialise de plus en plus et où l'organisation syndicale n'avait jamais pu prendre pied.

Ces espoirs ne se sont pas réalisés. La campagne de recrutement, de l'aveu même des chefs de l'A.F.L.-C.I.O., a échoué ; l'unification a tout juste permis de sauvegarder les effectifs réunis des deux centrales et les perspectives, dans ce domaine, n'apparaissent guère brillantes.

Il ne peut être question, dans ces rapides notes, d'analyser les raisons profondes de cet échec. Nous voulons pourtant attirer l'attention sur quelques-unes des causes qui l'ont provoqué. Tout d'abord, l'unification, opération difficile, fut davantage un mariage de raison que le résultat d'une attraction mutuelle et irrésistible : on sentait que la scission n'avait plus les mêmes raisons d'être que dans les années trente où le puissant mouvement vers l'organisation syndicale à l'échelle industrielle et le désir de dépasser le stade des syndicats de métier la rendaient inévitable.

L'unité s'est donc réalisée sur la base d'une entente qu'on croyait solide : on était convenu de laisser à chacune des organisations sa sphère d'influence et l'on espérait ainsi aboutir à un équilibre plus ou moins harmonieux.

En pratique, tout fut bien plus difficile : de nombreux syndicats et fédérations continuaient à vivre et à agir comme par le passé, sans se soucier du voisin. A l'heure actuelle encore, il existe de nombreuses querelles de caractère juridique entre les syndicats de métier et les syndicats industriels et rien ne semble plus significatif, à cet égard, qu'à l'intérieur même de la confédération, deux organismes centraux — l'un réunissant les syndicats de métier, l'autre les syndicats industriels — se disputent « leurs » sphères d'influence, soit à l'usine, soit à l'échelon local, voire dans le cadre d'un Etat. Au bout de deux ans, on n'a pas plus réussi à amalgamer les organisations sur le plan des Etats que les fédérations d'une même branche d'industrie.

Il ne fait pas de doute pourtant qu'on y arrivera. George Meany, président de la centrale, « ancien » de l'A.F.L., n'a pas hésité, dans bien des cas, à exercer des pressions sur les récalcitrants qui provenaient le plus souvent de l'ancienne A.F.L. Son autorité, d'abord contestée par les éléments du C.I.O., s'est affirmée et on s'est plu à reconnaître sa volonté d'unité, son désir d'être impartial, de jouer le rôle d'arbitre dans les querelles.

Les deux premières années de la centrale unifiée furent donc essentiellement consacrées aux rajustements intérieurs, aux efforts de conciliation ; beaucoup d'énergie fut ainsi dépensée à sauvegarder cette unité, au prix de mille compromis ; elle fut souvent bien près de se rompre. Les résultats du recrutement devaient donc nécessairement rester limités. Mais ces difficultés, nées des luttes d'influence, des querelles entre les « bosses » des grandes fédérations et des obstacles naturels à toute œuvre difficile, ne devaient être que jeux d'enfants auprès de la véritable catastrophe qui allait s'abattre sur le syndicalisme américain : les affaires de corruption dont la presse mondiale a rendu compte et qui furent exploitées par les ennemis du syndicalisme avec les immenses moyens dont ils disposent : publicité, radio, télévision. etc.

Que le syndicalisme américain (sans être le seul, d'ailleurs) fut atteint par la corruption, voire le gangstérisme, on le savait déjà ; ici et là, on apprenait que des chefs « syndicaux » avaient passé des « contrats spéciaux » avec certains entrepreneurs pour contrecarrer l'action de tel ou tel syndicat « concurrent » ; que tel ou tel chef puisait largement dans la caisse syndicale ; que des gangsters avaient été engagés dans le dessein soit de briser une grève déclenchée par des gens « peu compréhensifs », soit de briser les os d'un malheureux qui se croyait en droit de dire ce qu'il savait. Mais apparemment, les syndicats eux-mêmes ne connaissaient pas toute la vérité puisqu'au moment où une commission du Sénat (chargée de détecter ces pratiques tant dans les organisations syndicales que patronales) jetait une lumière crue sur ces aspects repoussants du mouvement syndical, George Meany devait avouer : « Nous croyions savoir pas mal de choses sur la corruption à l'intérieur d'un mouvement, mais nous ne savions pas la moitié, pas le dixième de ce qui s'est réellement passé. Nous ne savions pas, par exemple, que dans certaines fédérations, un passé criminel était presque une condition pour accéder à un poste dirigeant ; nous ne savions pas que certains permanents gaspillaient les fonds de leurs organisations, qu'ils utilisaient ces fonds pour leurs propres besoins au détriment des syndiqués, et qu'ils s'offraient voitures, appareils de télévision, etc. avec l'argent des cotisations et des retraites. »

C'est bien une « catastrophe » qui s'est abattue là sur l'A.F.L.-C.I.O., car les ennemis du syndicalisme ont évidemment mené et mènent toujours une vaste campagne pour discréditer et brimer l'ensemble du mouvement syndical. Pourtant, Meany, Reuther, Carey, Dubinsky et leurs amis, tous ceux qui n'avaient rien à se reprocher et dont la gestion syndicale ne prêtait pas à contestation, faisaient front : le syndicat des « teamsters », dirigé par le sinistre Dave Beck (remplacé maintenant par le non moins sinistre Hoffa) fut expulsé. Opération redoutable, car ce syndicat compte un million et demi de membres sur tout le continent américain ; le syndicat des ouvriers de la boulangerie et trois autres syndicats subissaient le même sort. Une vaste opération fut entreprise (qui se poursuit toujours) pour recréer les conditions d'un syndicalisme honnête.

C'est une tâche où il va de l'existence même du syndicalisme américain : dans la mesure où celui-ci veut résister à ses adversaires qui tentent de l'abattre, il doit s'épurer pour créer les conditions d'une résistance efficace. Meany n'a pas hésité à frapper durement les éléments corrompus et son mérite est d'autant plus grand que le mal de la corruption et du gangstérisme s'était localisé, dans la plupart des cas, dans les organisations de l'ancienne A.F.L. Il s'est créé une sorte d'unité morale entre les éléments sains de l'A.F.L. et du C.I.O. pour sauver le syndicalisme américain : Meany, Dubinsky, Reuther, Potofsky, Carey ont fait front. Ils ont créé, à l'intérieur de leurs fédérations, des organismes de

contrôle, ils ont mené une campagne considérable en faveur d'une « éthique du syndicalisme » et ont consacré, au cours des derniers mois, l'essentiel de leurs efforts à cette épuration nécessaire.

Le syndicalisme américain est provisoirement affaibli et sa puissance est assez largement entamée : on ne doit se faire aucune illusion à ce sujet. Toutefois, la pression même que ses adversaires, disposant de la presse et de la télévision, exercent sur lui semble avoir galvanisé nombre de syndicalistes américains. Après les auditions pénibles de Beck, Hoffa, et de nombreux autres « syndicalistes » dont les dépositions furent utilisées pour traîner tous les autres dans la boue, la contre-offensive a été déclenchée, et avec un succès énorme : la commission d'enquête du Sénat, et ses membres républicains surtout, cherchant une nouvelle « victime » avaient cru habile de convoquer Walter Reuther, président du syndicat des ouvriers de l'automobile. On reprochait à ce syndicat d'avoir employé, dans la grève menée contre l'industriel Kohler (grève qui est entrée dans sa quatrième année) des méthodes de violence...

Pendant des heures, Reuther fit front contre les sénateurs, et en particulier contre le sénateur Goldwater qui s'était promis « d'avoir la peau » de ce syndicaliste « particulièrement dangereux ». Toute la presse américaine fut obligée de donner Reuther comme le vainqueur de ce match : avec énergie et courage, Walter Reuther détruisait tout le système d'attaque de ses adversaires en apportant la preuve qu'ils étaient au service du patronat, et il démontrait, à l'exemple de sa propre organisation, de quelle manière travaille un syndicat honnête. Chiffres en main (chiffres contrôlés par un expert du F.B.I.), il étala devant les sénateurs ébahis toute la gestion d'une organisation syndicale où les cotisations sont « sacrées », où, périodiquement, les adhérents sont tenus au courant de toutes les activités, où le « boss » se soumet à la critique des syndiqués. Reuther, passant à l'offensive, put fournir la preuve que ce même sénateur Goldwater qui « voulait sa peau », faisait, il y a quelques années, l'éloge de l'escroc Hoffa, en opposant ce dernier au « malfaisant » Reuther.

Ce fut une franche bataille gagnée par le syndicalisme, et l'espoir d'un renouveau. Alors que se déroulait devant la commission du Sénat cette confrontation acharnée, le syndicalisme américain se manifestait sur un autre front : Dubinsky, président du syndicat de l'industrie du vêtement pour dames, déclenchait à New-York et dans plusieurs Etats une grève générale ; pour la première fois depuis vingt-cinq ans, ce syndicat bien organisé, pacifique mais dynamique lorsqu'il est nécessaire de l'être, montrait sa force, n'ayant pu obtenir, à la table des négociations, les augmentations de salaires qu'il revendiquait. Et ce fut, à New-York, un spectacle extraordinaire : d'un seul coup, les ateliers se vidèrent, et des dizaines de milliers de femmes et d'hommes envahirent les rues pour se rendre au Madison Square, le « Vél' d'Hiv » de New-York. Au bout de huit jours de grève où pas une seule défection ne fut constatée, le syndicat remportait un succès total.

Reuther, lui, est en train de négocier à Detroit, capitale de l'automobile, avec les géants de cette industrie : General Motors, Ford, Chrysler. Les réunions préparatoires du syndicat de l'automobile furent mouvementées : une minorité non négligeable des adhérents se dressait contre le plan de Walter Reuther qui prévoit essentiellement des propositions pour un partage des bénéfices, en faveur des compagnies, des consommateurs (sous forme d'une baisse du prix des automobiles) et des ouvriers, ainsi que des augmentations de salaires et l'amélioration du régime des retraites et des allocations de chômage. L'opposition, elle, voulait engager la lutte sur le seul plan des augmentations de salaires.

Jamais peut-être, dans toute son existence, le syndicat de l'automobile n'a engagé de négociations aussi difficiles. Certes, les fonds de grève ont été considérablement augmentés grâce à des cotisations spéciales. Mais, entre temps, le chômage sévit dans l'industrie de l'automobile : la moitié des ouvriers de Detroit sont « sur le pavé » et les trois géants de l'industrie disposent ainsi d'atouts puissants.

Quoi qu'il en soit, Dubinsky, Reuther et d'autres aussi ont démontré que les éléments sains du syndicalisme américain sont capables de lui faire remonter la pente et de faire oublier à la longue le « syndicalisme » hideux des Beck et des Hoffa.

Gustave STERN.

RÉALITÉ RUSSE

Destin de la Carélie Soviétique

La propagande communiste présente l'Union soviétique comme le pays ayant su donner une solution au problème des minorités nationales. Cette propagande affirme que toutes les nationalités sont reconnues à l'intérieur des frontières russes et qu'elles bénéficient d'une large autonomie culturelle et d'une grande indépendance.

Mais on sait depuis longtemps dans le monde entier que la réalité ne correspond pas précisément à l'idéal vanté par la propagande russe. Une série d'événements n'ont pu être dissimulés aux yeux de l'opinion internationale, par exemple la répression frappant le nationalisme du pays d'origine de Staline, la Géorgie. Cependant, toute la vérité n'a pu être connue sur l'intolérance soviétique en matière de nationalités. Des tragédies se sont déroulées dont les seules victimes ont été les témoins.

Un de ces cas est fourni par l'écrasement de la République populaire de Carélie. Cet anéantissement d'un groupe ethnique a pris plusieurs années et ne s'est achevé que peu avant la deuxième guerre mondiale, quand les restes derniers de l'indépendance carélienne furent liquidés au cours d'une répression féroce, par des arrestations massives. A l'exception de quelques rares publications scandinaves, la presse internationale ne s'intéressa jamais au drame d'un petit peuple nordique. Les grands procès qui, à l'époque, se déroulaient simultanément à Moscou, accaparèrent toute l'attention des observateurs étrangers. Ce n'est qu'aujourd'hui que les détails sont révélés, grâce au livre publié par un ex-communiste finlandais, Arvo Tuominen, lequel joua un rôle de premier plan dans le mouvement communiste finlandais et international au cours des dix années qui précédèrent la guerre. Son livre est intitulé « Les cloches du Kremlin », et constitue une source de renseignements essentiels pour la connaissance de l'évolution du communisme avant 1939.

La Carélie est une région frontière entre la Finlande et la Russie, peuplée de Finnois et d'éléments ethniques apparentés. Il y a plusieurs siècles, une partie de cette région tomba sous la domination russe et prit le nom de « Carélie russe ». Quand, en 1809, la Finlande tout entière, jusqu'alors partie intégrante de la Suède, devint province de l'empire russe, les deux régions caréliennes ne furent pas rattachées en une seule unité administrative ; les districts finlandais et russe furent maintenus comme territoires distincts.

Comme conséquence de la révolution russe de 1917, la Finlande obtint son indépendance nationale, mais la partie russe de la Carélie ne fut pas comprise dans les frontières du nouvel Etat. Par contre, cette région tenta d'obtenir une certaine autonomie, conformément aux promesses des nouveaux dirigeants bolcheviks. Le 7 juillet 1918, fut constituée une « Commune des travailleurs caréliens », territoire autonome au sein de l'Union soviétique. L'accord de Dorpat, signé entre la Russie et la Finlande en 1920, contient une clause confirmant l'autonomie carélienne. Il fut déclaré que la langue parlée par la majorité de la population était reconnue comme langue nationale. La population recevait le droit d'organiser sa vie économique d'accord avec ses propres besoins.

A cette époque, la population se chiffrait à environ 145.000 personnes — dont 61 % étaient Caréliens, les autres Russes. Dès le début, les Russes interprétèrent les accords conclus de façon arbitraire. La « Commune » carélienne fut transformée en « République socialiste autonome de Carélie ». Au territoire de cette République furent incorporés quelques districts qui ne faisaient pas partie de l'ancienne région, si bien qu'en 1925 l'élément russe faisait majorité. La situation nouvelle fut interprétée de façon telle que le russe devenait langue principale.

Cependant, la population carélienne continuait à jouir de certaines libertés. La Carélie était un pays pauvre, mais en raison de ses ressources forestières, l'évolution économique prit une allure favorable. Les progrès enregistrés se devaient aussi, en grande partie, aux activités du Finlandais Edvard Gylling, qui dirigeait l'administration du pays.

Gylling était un vieux bolchevik idéaliste, un de ceux qui prenaient au sérieux les idéaux qu'ils propageaient. De plus, c'était un excellent organisateur ; sa popularité, sa complète identification morale avec les intérêts du pays étaient devenues légendaires. Il aimait voyager à travers le territoire pour aller discuter avec tous et avec chacun des questions d'intérêt général. Il arrivait sans s'annoncer mais les rumeurs le précédaient et quand il entrait dans un village, hommes, femmes et enfants étaient déjà réunis pour débattre avec lui des problèmes sociaux. Gylling, souvent assis sur un tronc d'arbre, se réunissait en « conseil » avec la population. Un de ses collaborateurs les plus connus était Kusta Roivo, lui aussi communiste du type simple et idéaliste comme Gylling, mais sans les talents de ce dernier.

L'introduction du russe comme langue officielle constitua la première étape de la destruction systématique de la culture carélienne. Les écoles furent russifiées, les documents officiels furent rédigés en russe, et quand les enfants des écoles protestaient, les délégués russes répondaient : « Plaignez-vous auprès de Gylling ». Ils savaient que les pouvoirs de ce dernier étaient déjà limités au point que les exactions des représentants de Moscou ne pouvaient plus être réprimés.

Il faut signaler ici un fait quasi incroyable qui caractérise le rôle des communistes russes dans « la création des cultures nationales ». Pendant la période où se discutait encore la question de la langue, les Russes décidèrent de fabriquer une nouvelle langue qui devait satisfaire à la fois le désir des Russes et celui des Caréliens. Un professeur de Leningrad fut chargé d'élaborer une langue où se retrouveraient des racines finnoises à concurrence de 40 %, le reste du vocabulaire étant slave, la grammaire et l'alphabet devaient cependant être russes. On commença même à imprimer des livres dans cette langue artificielle, mais bien vite cette folie fut abandonnée.

Dans le domaine économique, la politique de Moscou fut aussi brutale. Les habitants du pays furent privés du droit de disposer de leurs propres ressources, et la région devint territoire exploité par le pouvoir central. Jusqu'en 1927, le « politruk » moscovite de Carélie fut Zinoviev. Son successeur fut Kirov qui se comporta de façon relativement douce. Après sa mort, Jdanov devint le maître de la situation et l'heure fatale sonna pour le peuple carélien, avec les arrestations en masse, la liquidation systématique de tous les éléments qui s'opposaient à la dictature russe. Les partisans de l'autonomie carélienne furent poursuivis comme nationalistes. Un jour, on annonça que ces éléments avaient arboré des drapeaux fascistes alors qu'il s'agissait en fait des étendards bleu et blanc de la Finlande, et ce fut le signal pour l'attaque finale des staliniens. Des razzias furent organisées, les militants communistes d'origine carélienne arrêtés. Le dernier acte de la tragédie se joua en 1937 quand Gylling et sa femme furent appréhendés en même temps que Roivo et la presque totalité des membres du comité du district et du gouvernement carélien. Tous furent accusés d'espionnage, de haute trahison, de nationalisme, mais aucun d'eux n'avoua. Les détenus disparurent sans bruit, beaucoup furent immédiatement liquidés. Parmi eux, de nombreux militants communistes qui avaient été persécutés avant la révolution. C'est par ce tableau sanglant que se termina l'autonomie carélienne.

Herbert ANCKAR.

SAUVER CARRASQUER

L'appel lancé en faveur du militant espagnol Félix Carrasquer, condamné par un tribunal militaire à 30 années de prison, pour avoir organisé une école de militants syndicalistes. a été largement reproduit dans la presse ouvrière.

« Arbetaren », qu'édite la S.A.C. en Suède, mène campagne régulièrement en faveur de l'ancien responsable de la régionale catalane et du comité national de la C.N.T. En Italie, « Il Lavoro Nuovo » du Parti Socialiste ; « Umanità Nova », de la Fédération Anarchiste italienne ; la revue « Volontà » ; « L'Agitazione » d'Ancône et diverses publications libertaires ont appelé à la solidarité envers l'aveugle emprisonné et condamné à la mort lente.

Aux Etats-Unis, avec la combative « Adunata dei Refrattari » ; au Chili, avec « Ahora Trabajadores » ; en Argentine, avec « Reconstruir » ; au Mexique, avec « C.N.T. » ; en Suisse, avec le « Volksrecht » du Parti socialiste, les échos se multiplient.

L'émigration espagnole participe à l'information de l'opinion : « Solidaridad Obrera » ; l'agence républicaine O.P.E. ; « Euzko Deya », organe des Basques exilés. D'autres encore...

Pourtant, cet effort n'est pas suffisant.

Les télégrammes doivent pleuvoir sur les ambassades, les organisations internationales doivent être alertées.

A chacun nous demandons : « Qu'as-tu fait pour sauver Carrasquer ? »

EN INDE, LE CONGRÈS AU POUVOIR ET LES SYNDICATS FRUSTRÉS

Au cours du mois d'avril, une délégation de militants syndicaux appartenant à la C.I.S.L. s'est rendue aux Indes. Nous avons pu nous procurer les notes de l'un des observateurs et nous publions ci-dessous quelques observations qui nous semblent intéressantes, non seulement pour comprendre la situation sociale indienne, mais encore pour illustrer l'enquête entamée ici-même sur le sort des syndicats dans les pays neufs.

« Il est évident que la situation s'est considérablement détériorée en Inde depuis deux ans. Nul ne nie le fait que les forces non communistes ont perdu du terrain alors que les courants pro-communistes et pro-soviétiques ont progressé dans le domaine politique. En résumé, on peut dire que le parti communiste s'est renforcé à la fois sur le terrain électoral (passant de 4 à 12 millions de voix) et en influence ; le centre, particulièrement les partis socialistes, ont reculé jusqu'à un pourcentage très réduit des suffrages ; le parti du Congrès qui se trouve au pouvoir est en déclin et les signes de sa désintégration commencent à se manifester.

« Cette influence communiste croissante dans le domaine politique correspond à un progrès constant dans le monde syndical, aux dépens des deux centrales affiliées à la Confédération Internationale des Syndicats Libres : H.M.S. et I.N.T.U.C. (1), dont les organisations sont rivales à un degré tel que les communistes ont été en mesure de les utiliser les unes contre les autres. Les progrès communistes sont particulièrement notables dans le secteur public de l'économie. Mais il est surprenant encore de constater que, pour la première fois, les communistes ont pénétré dans la fameuse entreprise des Aciéries Tata où travaillent 30.000 ouvriers.

« L'influence communiste a grandi aux Indes grâce aux influences intérieure et extérieure. Il semble évident que les grandes masses populaires sont mécontentes du fait que le lourd programme d'industrialisation n'a pas eu comme conséquence un réel relèvement de leur standard de vie. Nombreux sont ceux qui déclarent que leur niveau d'existence n'est pas meilleur qu'avant guerre et certains affirment que les salaires réels des travailleurs ont baissé. De plus, le sentiment existe qu'il n'y a pas eu partage équitable des sacrifices entre les couches populaires et les minorités dirigeantes. Le pourcentage du revenu national reversé pour constituer les capitaux d'investissement est extrêmement élevé, si bien qu'il n'y a aucune amélioration dans la production des biens de consommation. D'autre part, l'ampleur de l'augmentation démographique continue à dépasser tout essai de relèvement du niveau de vie, même pour ce qui est du logement.

« Les conditions économiques insatisfaites combinées à la méfiance envers la direction du Parti du Congrès — à la fois pour la politique qu'elle mène et pour sa moralité — renforcent la tendance favorable au parti communiste, tendance qui correspond souvent à un réflexe de mécontentement et de protestation plus qu'à un accord idéologique.

« De plus, la scission au sein du parti socialiste a favorisé le courant pro-communiste. On en arrive à une cristallisation des opposants : Parti du Congrès d'un côté et parti communiste de l'autre, à l'exclusion de tout autre courant. Les difficultés de la situation présente ont été mises à profit par les communistes qui affectent de poursuivre une politique respectueuse des « intérêts nationaux » et cette « loyauté » va jusqu'à soutenir publiquement Nehru, tout en attaquant le Parti du Congrès et ses syndicats, (I.N.T.U.C.). Le récent congrès du P.C. (dont les travaux se sont terminés début avril) a voté des résolutions extrêmement modérées. C'est ainsi qu'il a demandé aux syndicalistes de ne pas présenter des revendications trop audacieuses, qu'il a décidé de rechercher l'alliance avec toutes les couches de la population, de supprimer le Bureau politique et de le remplacer par un présidium élargi, et qu'il a annoncé que si le P.C. arrivait au pouvoir les droits des partis de l'opposition seraient garantis.

« Il est bien évident que la politique extérieure du gouvernement indien a contribué dans une large mesure à créer une atmosphère politique favorable aux communistes. Pour la première fois, des critiques s'élèvent au sein du Parti du Congrès et de l'I.N.T.U.C., à l'égard de la politique de coexistence avec l'Union Soviétique. De nombreux militanst syndicalistes — membres du Parti du Congrès — regrettent que les travailleurs soient désorientés en raison de la politique amicale que pratique le gouvernement envers l'U.R.S.S. Pour la première fois également des voix se sont exprimées pour regretter l'envoi de délégations en Chine et en U.R.S.S. : « Il est difficile de refuser le front unique avec les communistes sur le plan intérieur, si l'on admet de la pratiquer sur le plan international. »

« Au sein des deux centrales affiliées à la C.I.S.L., les critiques les plus courantes sont les suivantes :

« 1) L'I.N.T.U.C. est par trop dominée et influencée par le gouvernement et le Parti du Congrès, si bien que les syndicats subissent les conséquences de l'impopularité et de la décadence du gouvernement et du parti au pouvoir. Il en résulte des difficultés non seulement pour maintenir la cohésion des syndicats de l'I.N.T.U.C., mais encore pour organiser les travailleurs non syndiqués, c'est-à-dire 75 % des ouvriers. Il y a environ 2 millions de syndiqués sur 8 à 9 millions de syndicables, et la classe laborieuse augmente en nombre à mesure que l'industrialisation se poursuit.

« 2) En ce qui concerne le H.M.S. (de tendance socialiste, également affilié à la C.I.S.L.) il apparaît que cette organisation est trop engagée dans la politique du parti socialiste et qu'elle paie durement les conséquences de la scission dans le camp politique, et des querelles continuelles entre les fractions socialistes. Le H.M.S. a perdu beaucoup de force depuis quelques années (de 400.000 membres à 250.000). De plus, le H.M.S. a participé à de nombreuses actions de front unique avec les syndicats contrôlés par les communistes (A.I.T.U.C. : *All Indian Trade Union Congress*) si bien qu'il est engagé dans les manœuvres subtiles que le P.C. mène habilement.

« Situation d'autant plus regrettable que le H.M.S. possède quelques bons militants qui animent des syndicats importants, notamment dans la métallurgie et dans les transports. »

(1) H.M.S. = Hind Mazdoor Sabha ; I.N.T.U.C. = Indian National Trade Unions Congress.

RAPPORTS ENTRE ORIENTAUX ET EUROPÉENS

Ce que je vais dire ne s'applique pas à tous les Européens. Il en est qui comprennent l'Orient, savent en apprécier le charme, et ne le critiquent qu'avec sympathie. Mais il s'agit d'un certain type d'Européen badaud, du touriste un peu snob incapable de saisir ce qui échappe à sa façon habituelle de penser et de vivre.

En débarquant à Beyrouth, cet Européen voit tout d'abord des hommes en kéfieh, des femmes voilées, des Bédouins en costume du désert, et d'autre part, des gens vêtus comme lui-même. Pour lui, les premiers sont des Arabes ; quant aux autres, il ne sait trop comment les appeler : des Libanais, peut-être ; mais pas des Arabes, car il considère ce mot comme péjoratif.

Pénétrant dans les intérieurs libanais ou syriens, cet Européen moyen se plaindra du manque de propreté. Il ne sera pas frappé par l'importance du bain hebdomadaire que les Orientaux tiennent à prendre, ni par les fréquents lavages de mains ou de pieds. Mais il constatera certains détails qui, effectivement, constituent des points négatifs. D'abord, le fait que, dans les W.-C., on ne jette pas les papiers usagés dans la cuvette, mais dans une caisse ou corbeille où ils s'accumulent en répandant une odeur désagréable. Ce n'est pas spécial aux pays arabes : j'ai constaté la même habitude en Grèce, en Bulgarie, au Portugal, c'est-à-dire dans divers pays du Sud de l'Europe. Les gens de tous ces pays prétendent que s'ils n'agissaient pas ainsi, les cabinets seraient obstrués. Or, c'est faux. Pendant tout mon séjour en Orient, j'ai jeté les papiers dans la cuvette, et elle n'a jamais été bouchée. Il y a aussi la question des ordures. On a depuis des siècles l'habitude de les jeter devant sa porte, en attendant que le service de voirie passe. A Damas, les autorités ont essayé d'habituer les gens à sortir avec leurs « tanakés » d'ordures lorsque passent les éboueurs, qui agitent une sonnette. Quand on est chez soi à ce moment, tout va bien, mais si l'on a raté le passage de ce service de voirie, il ne reste plus qu'à faire comme on faisait autrefois : jeter les ordures dans la rue. Et les Européens, naturellement, trouvent cela sale.

Telle est la situation. La fondation de l'Etat d'Israël a eu des résultats désastreux, et l'on se demande comment la paix pourra un jour être rétablie, comment le rideau de fer qui sépare les Israéliens des Arabes pourra jamais être levé. Etant donné l'état d'esprit des uns et des autres, on hésite à formuler des vœux et à imaginer des solutions. Il s'agit de deux peuples qui se haïssent, qui ne font aucun effort pour se comprendre, ni pour faire l'un à l'autre la moindre concession. De part et d'autre on compte sur le canon pour régler la question. Sans doute la position des partis de gauche en Israël est-elle plus conciliatrice, mais ce serait une erreur de croire que celle des partis de gauche des pays arabes est plus modérée que celle de la droite. Je serais même tenté de dire : au contraire. Les socialistes pensent défendre leur peuple en préconisant une guerre d'extermination contre Israël. Quant aux communistes, ils se contentent le plus souvent de formules vagues telles que : « Si les impérialistes anglais et américains ne se mêlaient pas de la question, la solution serait trouvée rapidement ». Ce que chacun peut comprendre comme il le souhaite ; les masses arabes, en tous cas, l'interprètent de la sorte : « Si les puissances étrangères ne soutenaient pas Israël, nous aurions vite fait de rejeter les Juifs à la mer ». Toutefois, le plus grave reproche qui ait été fait au député communiste Khaled Bagdache est de s'être assis à côté du délégué israélien au 20e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S.

A mon avis, il faut rechercher une solution réalisable à longue échéance, en partant du principe qu'une injustice a été commise à l'égard des Arabes. Il faudrait commencer par régler la question des réfugiés palestiniens, en permettant à ceux qui le désirent de retourner chez eux, en indemnisant les autres et en les invitant à choisir le pays où ils s'installeront, non pas dans des camps, mais comme des travailleurs libres, décidés à acquérir la nationalité locale. Il faudrait ensuite s'acheminer vers l'unification de la Palestine, c'est-à-dire ajouter à l'actuel Etat d'Israël la partie jordanienne du pays, et les secteurs de Gaza et d'El Auja, puis faire du tout un Etat qui soit à la fois celui des Juifs et des Arabes. Cet Etat de Palestine serait alors libre de fixer la nature de ses rapports avec la Transjordanie.

Mais en tous cas, il faudrait en finir avec la politique d'immigration massive des Juifs d'Europe, qui, à juste titre, inquiète les Arabes et les fait considérer le « péril sioniste » comme un danger mortel pour l'existence de leurs pays. Quant aux Juifs dispersés qui n'ont pas encore trouvé de refuge définitif, il faudrait que les pays qui se piquent de démocratie se décident à leur ouvrir largement leur porte, et qu'ils s'intègrent à eux définitivement.

J'écris ces lignes sans grand espoir, connaissant la force des fanatismes. Mais en dehors de cette solution d'ensemble, je n'en vois pas. Aucun plan de partage ne saurait être accepté par les intéressés et l'internationalisation de Jérusalem que réclament à cor et à cri les catholiques libanais, mécontenterait à la fois Juifs et Musulmans et ajouterait une cause de désaccords et de conflits aux autres, qui sont déjà assez nombreuses.

Toute solution qui réconcilierait les Juifs et les Arabes serait la bienvenue. Mais le sionisme est en fait, dans cette région du globe, un instrument de l'impérialisme contre de jeunes pays qui viennent de s'émanciper du joug colonial et qui, à travers mille difficultés, s'efforcent de vivre libres, aussi ne voit-on guère dans l'immédiat de lueur d'espoir. On voit au contraire bien des causes d'angoisse, lorsque l'on constate la force des sentiments qui agitent violemment l'un contre l'autre deux peuples qui furent il y a si peu de temps l'un exploité, l'autre persécuté.

Dictature et chute de Chichakly

L'ère des coups d'Etats militaires était commencée quand je suis arrivé en Syrie.

Le 30 mars 1949, le colonel Zaïm avait pris le pouvoir. Il s'était fait désigner par un plébiscite comme Président de la République et s'était nommé maréchal. Opposé au Croissant Fertile (projet d'union de l'Irak, de la Syrie, du Liban et de la Jordanie sous la couronne irakienne) et à la politique anglaise en Orient, il se signala aussi par sa lutte contre les Musulmans réactionnaires.

Mais la dictature de Zaïm ne devait pas durer longtemps. Le 14 août 1949, le maréchal était assassiné par ordre du colonel Hinndoui, qui lui-même, arrêté et exilé au Liban par ordre du colonel Chichakly, devait être assassiné en octobre 1950 à Beyrouth par des partisans de Zaïm.

Ce premier coup d'Etat de Chichakly eut pour effet de rétablir provisoirement le régime parlementaire. L'ancien Président de la République chassé par Zaïm, Choukri Kouatly, restait en

Egypte, où il s'était réfugié, mais un nouveau Président, Hachem Atassy, était désigné, cependant que Chichakly plaçait au gouvernement son ami le colonel Selo.

Mais Chichakly n'avait pas dit son dernier mot. Le 2 décembre 1951, le gouvernement ayant essayé d'écarter Selo, l'état-major prenait le pouvoir à Damas et faisait démissionner Hachem Atassy. Selo devenait « Chef de l'Etat », mais la réalité du pouvoir était entre les mains de son vice-président du Conseil, Adid Chichakly.

Chichakly fut d'abord soutenu par le parti socialiste syrien, dirigé par Akram Haurani. Sous l'influence de ce dernier, il promulgua une loi agraire, d'après laquelle les grands domaines fonciers devaient être partagés entre les paysans. Un commencement de réalisation eut lieu dans la région de l'Euphrate, où furent partagées des terres appartenant à l'Etat. Mais bientôt intervint la brouille entre Chichakly et les socialistes mécontents du régime de dictature personnelle qu'on leur faisait subir. Dès lors, on n'entendit plus parler de la loi agraire.

Lorsqu'il en avait l'occasion, Chichakly et son entourage faisaient de légères allusions à la dictature d'Ataturk, et laissaient entendre qu'on allait imiter les réformes turques en Syrie. En fait, les tendances laïques du régime, qui seules auraient pu le faire ressembler à celui de Mustafa Kemal, demeuraient très timides. On supprima bien l'organisation des Frères Musulmans en même temps que les autres partis politiques, et ils n'osèrent plus se faire entendre. On élimina aussi des programmes d'examens syriens l'épreuve de religion, tout en spécifiant, d'ailleurs, que l'enseignement de la religion — celle dans laquelle les enfants avaient été élevés — était obligatoire. Et Chichakly eut soin d'assister aux principales cérémonies musulmanes, à la Mosquée des Omeyades.

Jusqu'à ce moment, il n'y avait pas dans l'armée syrienne de grade supérieur à celui de colonel. Chichakly y remédia en faisant nommer Selo, général de division, et lui-même général de brigade. Puis fut promulguée une Constitution nouvelle, qui donnait toute la réalité du pouvoir à un Président de la République élu au suffrage universel, et qui devait être obligatoirement musulman (1). On allait élire un Parlement. Les femmes obtenaient le droit de vote, quel que soit leur degré d'instruction (sous le régime précédent, ne pouvaient voter que celles qui possédaient au moins le Certificat d'Etudes syrien). La Constitution fut ratifiée par un plébiscite, le nouveau Parlement fut élu. Seuls participèrent aux élections, le Mouvement de Libération arabe, présidé par Chichakly, et le Parti Populaire Syrien, groupement à tendances fascistes dont nous aurons l'occasion de reparler. Les anciens partis dissous, invités à présenter des candidats, refusèrent, et le Mouvement de Libération arabe obtint la grande majorité des sièges du Parlement. Quant aux élections présidentielles, elles amenèrent comme on s'y attendait l'élection de Chichakly et l'élimination de Selo qui, son rôle terminé, disparaissait de la scène politique.

Mais l'opposition, qui avait boycotté les élections, n'avait pas dit son dernier mot. En décembre 1953, les grèves d'étudiants, réprimées depuis l'établissement de la dictature, réapparurent avec plus de force que jamais. Ces grèves avaient un très net caractère politique. Chichakly était en particulier, accusé de mener une politique favorable à l'impérialisme américain. Le dictateur fit arrêter quelques leaders des partis dissous et en appela au peuple dans une proclamation qui ne fit guère d'effet. En même temps, les Druzes, mécontents de n'être pas représentés dans le nouveau Parlement, s'insurgeaient, et après de sanglantes batailles dans les montagnes, leur chef, Soltan Atrache, devait se réfugier provisoirement en Jordanie.

Alors l'armée elle-même entra en scène. Né d'un coup d'Etat militaire, le régime devait périr d'un autre coup d'Etat. Craignant un mouvement insurrectionnel à Damas même, Chichakly avait eu soin de s'entourer d'officiers sûrs, et d'envoyer ceux dont il doutait en province. Le résultat fut tout autre que celui qu'il espérait. Le 25 février 1954, la radio d'Alep annonça que le commandement militaire avait pris le pouvoir dans la ville et qu'il invitait le pays à l'insurrection. Bientôt, les garnisons de Hama, Homs, Lattaquié, Deir ez Zor, Deraa, se joignaient au mouvement. Un ultimatum d'Alep sommait Chichakly de quitter le pays, et les blindés de Damas envoyés à Homs passaient à la révolution. Découragé, Chichakly démissionnait dans la soirée et allait se réfugier au Liban, d'où il devait gagner l'Arabie Saoudite, puis la France.

Cependant, tout n'était pas réglé à Damas. Les partisans de la dictature essayaient de conserver le pouvoir, et Kouzbari, Président du Parlement chichaklyste, déclarait exercer provisoirement les fonctions de Chef de l'Etat. Alep ripostait en déclarant que seul Hachem Atassy, le Président de la République renversé par Chichakly, était le Chef d'Etat légitime.

La journée du 27 février fut la plus mouvementée. Dans l'espoir que leurs partisans allaient s'affirmer, les Chichaklystes autorisèrent les manifestations à Damas. Mal leur en prit : une foule hostile envahit le Parlement dont les membres, apeurés, prononcèrent la dissolution. Des émeutes éclatèrent dans l'après-midi, la troupe tira sur les attroupements, un bâtiment municipal fut incendié. Le couvre-feu fut décrété de vingt heures à cinq heures du matin, ce qui n'empêcha pas les coups de feu de claquer toute la nuit.

Le 28, le général Choukaïr, chef d'état-major, partait pour Homs négocier avec les révolutionnaires. Le même jour, il y eut encore une fusillade dirigée contre des manifestants communistes qui distribuaient des tracts affirmant : « Chichakly était l'agent des Américains, Atassy est celui des Anglais ».

Le calme revint le 1er mars avec l'arrivée d'Hachem Atassy, qui reprit son poste de Président de la République, comme si rien ne s'était passé depuis 1951.

Les anciens partis reprirent leur activité légale : parti nationaliste, de droite, opposé au Croissant Fertile ; Parti populiste, préconisant au contraire l'union avec l'Irak ; Parti socialiste de la Renaissance arabe, dont l'action faisait le grand vainqueur du moment. Le Parti populaire syrien, bien que discrédité par sa collaboration avec Chichakly, n'était pas dissous. Enfin, bien que n'ayant pas d'existence officielle, un Parti communiste profitait des événements pour apparaître.

La politique syrienne à la veille de l'unification

Les élections qui suivirent de près la chute de Chichakly furent libres. Rien de commun avec celles qui les avaient précédées, et au cours desquelles seul le Mouvement de la Libération Arabe avait possédé les moyens de se faire entendre. Aussi la nouvelle chambre fut-elle un reflet sincère de l'opinion publique syrienne, dans sa complexité.

Beaucoup de candidats s'étaient présentés sous

(1) Il en a toujours été ainsi en Syrie, quel que soit le régime politique. Par contre, le Président du Conseil peut être chrétien. En fait, un protestant, Farès El Khoury, a été à plusieurs reprises Chef du gouvernement.

l'étiquette d' « indépendants ». En général, c'étaient des gens de droite. Cette droite syrienne est un peu calquée sur la droite parlementaire française, également réfractaire au groupement partisan. Il y eut donc à la Chambre de Damas cinquante-quatre députés dits indépendants, dont le plus marquant était Khaled El Azem. Venaient ensuite le Parti Populiste, celui du Croissant Fertile, avec trente-quatre élus ; le Parti Nationaliste, celui de l'ancien Président de la République Choukri Kouatly et de Sabri Assali, qui en comptait vingt-quatre ; le Parti Socialiste, grand vainqueur à Hama où il avait écrasé la liste des propriétaires fonciers, n'avait au total que quatorze députés. Le Parti Populaire Syrien, malgré sa récente collaboration avec Chichakly, conservait deux élus ; le Mouvement de la Libération Arabe lui-même, autorisé à présenter des candidats, deux également. Il y avait encore deux socialistes coopératifs, neuf chefs de tribus représentant les nomades et, pour la première fois dans l'histoire des pays arabes, un communiste, Khaled Bagdache, élu à Damas.

L'Occident, à l'exception de l'Angleterre qui depuis longtemps soutenait les partisans du Croissant Fertile, s'était montré assez favorable à Chichakly, considéré à cause de cela par les masses arabes comme l'homme des Français et des Américains. La démocratie syrienne renaissante allait, bien entendu, avoir à surmonter bien des embûches. Jusqu'à présent, elle s'en est tirée à son avantage. Mais pour combien de temps encore ?

D'abord, les partisans du Croissant Fertile s'agitèrent. Ils avaient considéré Chichakly comme le principal obstacle à la réalisation de leur plan. Les Anglais étaient à l'origine de leur projet de fusion de quatre pays arabes sous la couronne irakienne. Ils considéraient en outre cet arrangement comme la meilleure façon de régler la question palestinienne : l'Irak ainsi agrandi ne serait-il pas prêt à céder sur ce point en reconnaissant enfin l'existence de l'Etat d'Israël ? Mais si le peuple syrien, de même que ses voisins, se considère comme une fraction de la vaste nation arabe, il a aussi conscience de se trouver à l'avant-garde de cette nation, avec le Liban et l'Egypte. Il ne désire nullement aligner sa politique sur celle de l'Irak, dominée par un anticommunisme apeuré et orientée vers des pactes dirigés par l'Angleterre. Aussi la campagne populiste en faveur du Croissant Fertile aboutit-elle à un échec complet.

Après quelques intrigues chichaklystes couronnées d'insuccès, la Turquie entra en scène. La politique de ce pays, on le sait, est violemment antirusse et pro-américaine. Elle est entrée à fond dans le système d'alliance américain et a cherché à y entraîner ses voisins arabes. Mais à l'égard de ces derniers, et spécialement de la Syrie, les Turcs firent preuve d'une incroyable maladresse. D'où cet état d'esprit complexe des milieux progressistes arabes qui, tout en considérant d'un œil d'envie les réformes accomplies par Ataturk, désire se garder comme de la peste de l'influence que pourrait exercer sur leur politique étrangère le gouvernement d'Ankara. Bref, la Turquie, tour à tour, essaya en vain de séduire, d'amadouer, d'intimider les Arabes et en particulier les Syriens. Rien n'y fit.

On se servit alors du Parti Populaire Syrien. A Damas, on chuchota que « on », c'étaient les Etats-Unis. Le Parti Populaire Syrien, d'extrême droite, était avant tout anticommuniste, partisan de l'union étroite entre la Syrie et le monde occidental. Nationaliste syrien — et non arabe, contrairement aux autres partis — il rejetait les plans d'unification des partisans du Croissant Fertile et aussi de la grande Syrie (Syrie, Liban et Jordanie, sans l'Irak), mais réclamait le rattachement à la Syrie du Liban, du Sandjk d'Alexandrette et, on ne sait trop pourquoi, de Chypre. L'idéologie de ce parti était donc, on le voit, très opposée à celle de la grande majorité des Syriens, et il était inévitable que, tôt ou tard, un grand coup soit dirigé contre lui. Cela se produisit à la suite de l'assassinat du colonel Malki.

Adnan Malki, un des chefs de l'état-major syrien, était le frère d'un dirigeant du Parti Socialiste, et lié lui-même à ce parti. Après la chute de Chichakly, on voyait d'ailleurs de plus en plus les officiers d'extrême gauche apparaître aux postes de commande de l'armée syrienne. Malki fut assassiné par un caporal appartenant au Parti Populaire Syrien. Ce meurtre permit aux partis au pouvoir d'agir contre ce dernier. L'assassin s'était donné la mort au moment où l'on allait l'arrêter. Le Parti Populaire Syrien fut dissous. Certains de ses chefs prirent la fuite et se cachèrent au Liban, où ils devaient aussi se soustraire aux recherches de la police, étant partisans de la suppression de l'indépendance du pays. Ceux qui furent arrêtés en Syrie furent jugés par un tribunal militaire et condamnés à mort. Ils ne furent jamais exécutés cependant, car le tribunal civil cassa le jugement (les Socialistes s'étaient opposés à ce que la sentence d'un tribunal militaire soit définitive). En tous cas, l'influence du Parti Populaire Syrien fut radicalement éliminée de Syrie.

L'Angleterre ne fut pas plus heureuse en tentant de regrouper les pays du Moyen-Orient dans le fameux Pacte de Bagdad. Elle n'eut de succès qu'auprès de l'Irak, parmi les pays arabes ; en dehors d'eux, elle entraîna la Turquie, l'Iran, le Pakistan ; tous ces pays, de par leur position géographique, craignent l'U.R.S.S. par-dessus tout. Une tentative fut faite pour entraîner la Jordanie dans ce pacte : elle ne réussit qu'à déclencher une révolution dans ce pays, et peu de temps après, l'Anglais Glubb Pacha, qui s'était fait Jordanien et Musulman pour mieux servir Londres, dut faire ses valises et retourner dans son pays d'origine.

Bref, toutes ces tentatives de pression sur les pays arabes n'aboutirent qu'à les dresser de plus en plus contre l'Occident. Si l'Irak semble faire exception, c'est parce que le gouvernement dictatorial de Noury Saïd empêche le peuple de s'exprimer : ce dernier ne demanderait qu'à appuyer la politique égyptienne et syrienne. Partout dans ces pays, les Occidentaux apparaissent comme des gens qui veulent empêcher les Arabes d'être libres, les entraîner dans des querelles où ils n'ont que faire afin de les mieux asservir. On reproche en outre à tous les pays occidentaux de soutenir Israël, on s'indigne contre l'Angleterre à propos du Canal de Suez ou de l'oasis de Buraïna que réclame l'Arabie Saoudite, contre la France à propos de l'Afrique du Nord, contre les Etats-Unis que l'on accuse d'avoir armé l'assassin de Malki.

(*à suivre*).

Jacques **GALLIENNE**.

L'ARMEE...

Les staliniens qui ont mené la campagne « Nous ne servirons pas sous Speidel » ont bonne mine...

Ils préfèrent servir sous des officiers français. Avec Massu et Salan, généraux républicains, démocrates, libéraux... ils sont servis.

Ou alors ils préfèrent à l'Europe la France seule, et leur nationalisme de circonstance correspond comme par hasard aux vœux de la diplomatie soviétique.

C.Q.F.D.

VOCATION IMPERIALE OU SUPPRESSION DES TAUDIS ?

A l'heure où la mégalomanie et le délire remplacent la combine et le grenouillage, il est bon pour les syndicalistes de s'attacher aux questions concrètes. Et parmi ces questions, celle du logement.

Dans la brochure

« EST-CE QUE LE BATIMENT VA ? »,

Pierre DICHAMP expose la situation présente : construction chère, construction pour riches, prix des matériaux anormalement élevés, journées de travail trop longues pour les gars du bâtiment, absence de sécurité dans le travail.

Une vivante histoire du mouvement syndical dans le bâtiment, due à la plume de G. Duchêne, montre la continuité de l'action syndicaliste.

Plusieurs documents précis et solides complètent la brochure, éditée par le Cercle du Bâtiment et l'Union des Syndicalistes.

Répondez au parlementarisme impuissant et à la folie des grandeurs par l'exposé des faits et les solutions ouvrières.

Diffusez « **Est-ce que le bâtiment va ?** » — 100 francs l'exemplaire — 1.500 francs le colis de 20 brochures, franco.

Parmi nos lettres

Retour à l'internationalisme

De A. HENNAUT, de Belgique :

Il y a dans vos jugements toujours — forcément — beaucoup de subjectivité. Ne militant plus, c'est encore dans votre revue que je retrouve les idées les plus proches de celles qui m'animaient au temps de mon activité. Surtout, ces derniers temps, à propos des affaires d'Algérie et du canal de Suez, il était réconfortant de trouver dans votre revue sous la plume surtout de Louzon, Finidori et d'autres des jugements qui devraient paraître évidents à tous ceux qui en appellent au socialisme, à l'internationalisme. Le fait mérite d'autant plus d'être souligné que vous êtes des citoyens français et qu'il en coûte toujours plus d'être équitable dans ses propres affaires que dans celles qui ne touchent que les... autres. En Belgique, peu de voix se sont élevées parmi les socialistes pour faire entendre la raison internationaliste. Très probablement parce que la Belgique se range parmi les suppôts du colonialisme.

Question de géographie

A. SIMPLET, de Lyon, demande :

Je serais curieux de savoir quelle est exactement la partie du territoire qu'on dénomme « la Mongolie Extérieure ». Je compte sur une réponse de Louzon dans le prochain numéro de la R.P.

Pour connaître exactement les limites de la Mongolie extérieure, le mieux serait, pour notre camarade, de se reporter à la grande carte murale de l'U.R.S.S. que la Librairie du Travail avait éditée au temps de la révolution russe pour indiquer les nouvelles unités politiques (républiques, républiques autonomes, territoires autonomes) entre lesquelles se divisait le nouvel Etat ; malheureusement ! cette carte doit être maintenant à peu près introuvable.

Indiquons donc simplement que la Mongolie extérieure est formée de la plus grande partie du pays que les cartes géographiques dénomment Mongolie, cette région immense qui occupe presque toute la partie nord de l'ancien empire chinois et dont seuls le sud-est et l'est continuent à appartenir à la Chine sous le nom de « Mongolie intérieure ».

Les limites de la Mongolie extérieure sont, à l'ouest et au nord, la frontière russe, au sud une ligne plus ou moins parallèle à l'équateur à la hauteur du lac Balkhach, à l'est une ligne à peu près nord-sud prolongeant vers le sud la partie du fleuve Argoun qui forme la frontière entre la Mandchourie et la Sibérie.

Ce pays comprend deux parties : la plus étendue est occupée par les montagnes bordant la frontière russe et d'où descendent les fleuves qui arrosent la Sibérie orientale (Iénisséi, Selenga) ; elle comprend des pâturages et des forêts ; l'autre partie, située au sud et à l'est de la première est une partie du désert de Gobi, elle est donc semi-désertique.

La Mongolie extérieure est divisée, ou, tout au moins, était divisée au début (je ne sais s'il en est encore ainsi) en deux Etats : la République Populaire de la Mongolie extérieure proprement dite, qui est de beaucoup le plus grand, et dont la capitale, anciennement dénommée Ourga s'appelle maintenant Oulan-Bator-Koto — et la République Populaire des Tannou-Touva, dans le Nord, sur le haut Iénisséi, dont la capitale est (ou était) Khem-Bildyr (anciennement Krasny). Cette division est due à ce que les habitants de la première république sont des Mongols tandis que ceux de la seconde sont des Turcs.

Les deux capitales sont situées dans la partie montagneuse du pays. — R.L.

A propos de mathématiques

De Gilbert WALUSINSKI, de Saint-Cloud (Seine-et-Oise) :

« Le camarade Salmet est bien gentil de rire devant les stupidités affirmées d'un ton doctoral par Louzon. Il a suffi que Péra lance une idée fausse (et dont apparemment il ne veut pas démordre) pour que Louzon saute sur l'occasion et nous prouve qu'il écrit avec autant d'assurance que toujours sur les sujets qu'il a parfaitement le droit d'ignorer. Il est vrai qu'il a aussi le droit de se taire mais qu'il n'en abuse pas. Dans l'espoir d'un retour de la R.P. aux questions importantes, bon courage. »

La réaction de Walusinski à ce que j'avais écrit à propos de Faraday et de Gramme est très intéressante, *socialement* intéressante.

Je rappelle que j'avais signalé des faits qui, je crois, ne sauraient être contestés par personne, à savoir que des deux fondateurs de l'électrotechnique, l'un, Faraday, qui découvrit le phénomène de l'induction électrique et en établit les lois, était un ouvrier relieur devenu garçon de laboratoire, et que l'autre, Gramme, inventeur et constructeur de la première dynamo, était un ouvrier menuisier, et j'avais profité pour indiquer qu'à mon avis, l'étude des mathématiques n'était peut-être pas un très bon moyen de former des ingénieurs ou de grands savants, du fait que les mathématiques sont essentiellement fondées sur des raisonnements déductifs, alors que ce dont l'ingénieur ou le grand savant (celui qui ouvre de nouvelles voies), a surtout besoin c'est de génie inventif et que l'invention, elle, est essentiellement basée sur l'induction.

Or, mon engueuleur n'indique, ni en quoi les faits que j'ai rapportés, sont inexacts, ni en quoi les observations que j'ai présentées à leur propos sont erronées ; il se contente de me traiter d'être stupide et ignorant.

Cela, dis-je, est socialement intéressant parce que cela montre une fois de plus qu'on en est toujours réduit là lorsque l'on veut justifier des privilèges.

Pour moi, qui ne cherche pas à défendre des privilèges, mais, au contraire, à les détruire tous, je continuerai, quitte à me faire encore couvrir d'épithètes malsonnantes, à essayer, humblement mais résolument, de cerner du plus près possible les vérités, en relatant les faits qui me paraissent particulièrement caractéristiques, et en en tirant les conclusions qui en découlent ou qu'ils suggèrent, tout en m'empressant de rectifier tout ce que l'on m'indiquerait comme faux dans les faits rapportés ainsi qu'en précisant, en modifiant, en supprimant tout ce qu'une discussion sérieuse ferait apparaître comme inexact dans les conclusions, et je continuerai aussi à me gausser de l'indigence intellectuelle de ceux qui, dans leur superbe de grand seigneur, se plaisent à injurier, mais n'osent pas discuter. — R. L.

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1er MAI. — A **Moscou**, parade militaire en présence de Nasser.

LUNDI 5. — Rébellion à Ksar-El-Hirane d'un des lieutenants du **général Bellounis**, allié des Français.

Rejet du plan Rapacki par les **Etats-Unis.**

Grève totale des autobus à **Londres.**

MERCREDI 7. — Fin des travaux de l'**OTAN** à Copenhague.

Elections municipales en **Grande-Bretagne** : succès travailliste.

De violentes bagarres à **Conakry (Guinée)** font 18 morts et 150 blessés.

JEUDI 8. — M. Pleven renonce à **former le gouvernement.**

Formation au **Maroc** d'un gouvernement Balafrej.

A **Pékin**, congrès du parti communiste **chinois.**

SAMEDI 10. — Constitution d'un gouvernement **Pflimlin.**

On annonce l'exécution **par le F.L.N.** de trois prisonniers français.

Réunion à Saint-Brieuc du **Comité Confédéral F.O.**

LUNDI 12. — **En Colombie**, à Bogota, manifestations d'hostilité contre M. Nexon.

Violentes émeutes **au Liban.**

MARDI 13. — Formation d'un comité de Salut public à **Alger**, présidé par le général Massu des paras. Télégramme au Président de la République, à la suite de violentes manifestations populaires et interventions des paras.

Le gouvernement est investi par 274 voix contre 129 et 137 abstentions communistes.

MERCREDI 14. — Ordre d'obéir au gouvernement adressé par le Président de la République **à l'armée d'Alger.** Le général Salan, quoique d'accord avec le Comité de Salut public est **chargé de l'ordre par le gouvernement.**

Conseil national du **Patronat français.**

JEUDI 15. — Déclaration **du général de Gaulle** à la presse.

F.O. et la C.F.T.C. condamnent **le coup de force d'Alger** et se tiennent en état d'alerte. La C.G.T. lance un appel à l'union.

L'U.R.S.S. envoie un **troisième satellite** de 1.327 kg.

VENDREDI 16. — Trois questions de Guy Mollet au **général de Gaulle.**

M. Jacques Soustelle s'échappe de Paris et gagne Alger.

Par 462 voix (dont 142 communistes) contre 112 **l'état d'urgence est voté**, avec la censure préventive.

Création à Paris d'un **Comité pour la Défense de la République.**

Entrée des socialistes Guy Mollet, Jules Moch, A. Gazier et Lejeune **au gouvernement.**

SAMEDI 17. — Manifestations et bagarres **à Lisbonne** en faveur du général Delgado, leader de l'opposition.

LUNDI 19. — Conférence de presse du **général de Gaulle.**

MARDI 20. — Nouveaux incidents **franco-tunisiens** à Remada.

Un ordre de grève limitée lancé par **la C.G.T.** a été peu suivi.

MERCREDI 21. — Manifestations franco-musulmanes à **Alger.**

Par 473 voix contre 93, l'**Assemblée Nationale** vote le renouvellement des pouvoirs spéciaux en Algérie.

Conférence du bloc oriental à **Moscou.**

VENDREDI 23. — Résultats des élections **japonaises** : gains socialistes, mais les conservateurs gardent la majorité.

Formation d'un Comité de Salut public **d'Algérie** et du **Sahara** qui appelle le général de Gaulle.

Fin du congrès du parti **social démocrate allemand** à Stuttgart.

SAMEDI 24. — Création à **Ajaccio** d'un Comité de Salut public.

MARDI 27. — Nouvelle déclaration du **général de Gaulle** qui déclare avoir entamé le processus régulier pour l'établissement d'un **gouvernement** républicain.

La Tunisie saisit à nouveau le Conseil de Sécurité.

Résultats des élections **italiennes** : progrès des démocrates chrétiens, des sociaux démocrates, des libéraux, des communistes, surtout des socialistes nenniens.

Grèves organisées par **la C.G.T.**, succès très relatifs sauf dans les charbonnages du Nord.

MERCREDI 28. — Par 408 voix contre 165, **l'Assemblée Nationale** vote le principe de la révision constitutionnelle. Le gouvernement démissionne.

Grande manifestation **à Paris** de défense républicaine.

Le groupe parlementaire socialiste se prononce énergiquement contre un **gouvernement de Gaulle** par 112 voix contre 3.

JEUDI 29. — Message **du Président de la République** à l'Assemblée nationale. Appel du **général** de Gaulle.

Publication de lettres de **Vincent Auriol** et du **général de Gaulle.**

L'U.R.S.S. suspend les crédits à la **Yougoslavie.**

Succès libéral et recul socialiste et communiste aux élections municipales de **Hollande.**

VENDREDI 30. — La Fédération Autonome de **l'Education Nationale** et le **Syndicat Général de la C.F.T.C.** lancent un ordre de grève de 24 heures, largement suivi.

Violentes bagarres aux **Champs-Elysées.**

SAMEDI 31. — **Le général de Gaulle** expose son programme aux chefs de partis et de groupes.

Les socialistes se rallient à l'investiture du général de Gaulle.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MAI 1958

RECETTES

Abonnements ordinaires	32.380	
Abonnements de soutien	12.222	
		44.602
Souscription		2.280
Vente « R. P. »		1.100
Vente « Refus de parvenir »		487
Vente « Les Trois Scissions syndicales »		2.070
Vente « Est-ce que le bâtiment va ? »		500
Divers		68
		51.107
En caisse à fin avril		150.599
		201.706

DEPENSES

Impression et papier (« R. P. » de mai 1958)		91.792
Frais d'expédition		6.072
Frais généraux		8.000
Divers		4.522
		110.386
En caisse à fin mai :		
Espèces	43.783	
Chèques postaux	47.537	
		91.320
		201.706

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mme Bettina Grandjouan (Paris) 3.000 ; Mlle Marie-Louise Marquis (Paris) 2.000 ; Alexi Poggi (Seine) 3.000 ; Van Reusel (Belgique) 4.222. — Total : 12.222 francs.

LA SOUSCRIPTION

Claude André (Seine) 220 ; Mme Marthe Bigot (Paris)300 ; Mme Marcelle Costentin (Seine) 300 ; Jean Duperray (Loire) 250 ; Manuel Fabra (Paris) 300 ; C. Joubert (Loire) 300 ; A. Simplet (Rhône) 300 ; Anonyme 310. — Total : 2.280 francs.

Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton